



FIDUCIAL
GÉRANCE

Ficommerce

Rapport Annuel 2018



FICOMMERCE

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
faisant offre au public de ses parts sociales
régie par les articles L. 214-86 à L. 214-118 du Code Monétaire et Financier
L. 231-1 à L. 231-8 du Code de Commerce
et R. 214-130 à R. 214-160 du Code Monétaire et Financier

Capital nominal au 31/12/2018 : 448 731 099 €
337 633 861 RCS NANTERRE

Visa de l'Autorité des marchés financiers SCPI n° 17-25 en date du 13 Juillet 2017 portant sur la note d'information

Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 12 juin 2019

Exercice 2018

Siège social : 41 rue du Capitaine Guynemer - 92400 COURBEVOIE
Bureaux et correspondance : 41 avenue Gambetta - 92928 LA DEFENSE CEDEX
Tél. 01 49 07 86 80 - Fax 01 49 97 56 71

Société de Gestion

FIDUCIAL Gérance

Société anonyme au capital de 20 360 000 €

Siège social : 41 rue du Capitaine Guynemer – 92400 COURBEVOIE
612 011 668 RCS NANTERRE

Société de Gestion de Portefeuille de FIA agréée au titre de la Directive 2011/61/UE
Agrément A.M.F. n° GP-08000009 du 27 mai 2008 et du 30 juin 2014

Tél. 01 49 07 86 80 - e-mail : gestion.associés.scpi@fiducial.fr - Site Internet: www.fiducial-gerance.fr

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'administration

Guirec PENHOAT

Administrateurs

Henri de GAUDEMARIS

Michèle SEPHONS

Yves SKRABACZ

FIDUCIAL REAL ESTATE S.A.

DIRECTION GÉNÉRALE

Thierry GAIFFE

Conseil de Surveillance

CARDIF ASSURANCE VIE - Président

représentée par Gilles SAINTE CATHERINE

Henri-Jacques NOUGEIN - Vice-président

AFI-ESCA, représentée par Olivier BARTHE

SCI AVIP SCPI SELECTION,

représentée par Pierre-Yves BOULVERT

Olivier BLICQ

Christian BOUTHIE

BTP PREVOYANCE, *représentée par Claude GALPIN*

Guy FAUCHON

Michel MANI

Hubert MARTINIER

SNRT – SOCIETE NOUVELLE DE REALISATIONS TECHNIQUES,

représentée par Dominique CHUPIN

Vincent TANGUY

Co-Commissaires aux Comptes titulaires

CAILLIAU, DEDOUIT ET ASSOCIÉS

19, Rue Clément Marot - 75008 PARIS

Stéphane LIPSKI

CABINET ESCOFFIER

40 rue Laure Diebold - 69009 LYON

Serge BOTTOLI

Expert immobilier

BNP PARIBAS REAL ESTATE

167 quai de la Bataille de Stalingrad - 92867 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex

Dépositaire

CACEIS BANK FRANCE

1-3, Place Valhubert - 75013 PARIS



2018 : hausse de la performance globale

L'important travail engagé par votre Société de Gestion depuis plus de deux ans commence à porter ses fruits. Ainsi, les principaux indicateurs de FICOMMERCE sont en progression :

- L'évolution des résultats 2018 permet une hausse de la distribution à 10,50 € par part, soit un rendement de 4,61 % contre 4,52 % en 2017.
- Le report à nouveau augmente également.
- Le Taux d'Occupation Financier (TOF) moyen 2018 est en hausse de 2,5 % en un an (91,3 % contre 88,8 %).
- Le prix de souscription de la part est passé de 228 à 230 €, le 1^{er} avril 2019.

La sélection rigoureuse des investissements conjuguée à la vente d'actifs matures ou non stratégiques, alliée à une collecte volontairement maîtrisée contribuent à l'amélioration de la performance de votre SCPI investie en commerces.

Ainsi, FIDUCIAL Gérance poursuit le développement de FICOMMERCE, dont la capitalisation a augmenté de 100 M€ en 2 ans. Aujourd'hui, forte d'un patrimoine de 630 M€ d'actifs, dont une majorité de commerces pieds d'immeubles et de retail parks, elle s'est positionnée sur 55 M€ de nouveaux investissements en 2017-2018. Le taux de capitalisation moyen de l'ensemble de ces acquisitions s'est élevé à 5,67 %.

En 2019, le développement de votre SCPI se poursuivra avec une collecte maîtrisée et une politique d'investissement intégrant une dimension européenne et, s'inscrivant dans la recherche d'actifs adaptés au commerce de demain en et aux nouveaux modes de consommation et, accessoirement, d'actifs de bureaux, d'activités ou de logistique présentant une bonne localisation et une rentabilité attractive.



1, rue de Chazelles
à Paris 17^{ème}

La SCPI en un clin d'œil

Chiffres-clés au 31/12/2018

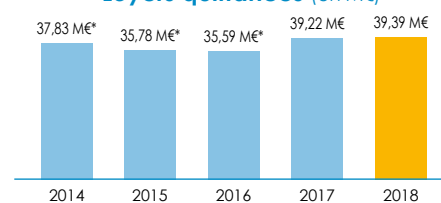
Capitalisation	668 697 324 €
Nombre de parts	2 932 883
Nombre d'associés	7 972
Valeur nominale de la part	153,00 €
Valeur de réalisation par part	196,94 €
Valeur de reconstitution par part	234,10 €
Prix de souscription au 31 décembre 2018	228,00 €
Prix de retrait au 31 décembre 2018	205,20 €
Périodicité de versement du dividende	trimestrielle

FICOMMERCE

Catégorie	Commerces
Date de création	15/05/1986
Dividendes versés en 2018	10,50 € / part
TRI 10 ans 2018	5,38 %
Taux DVM 2018 ⁽²⁾	4,61 %

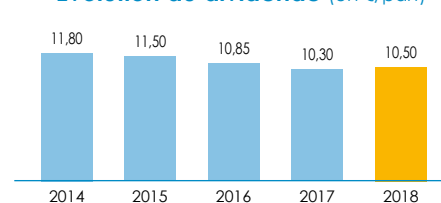
⁽²⁾ Le taux de distribution sur la valeur de marché (DVM) est la division : (i) du dividende brut avant prélèvement obligatoire versé au titre de l'année, (ii) par le prix de souscription moyen de l'année.

Loyers quittancés (en M€)

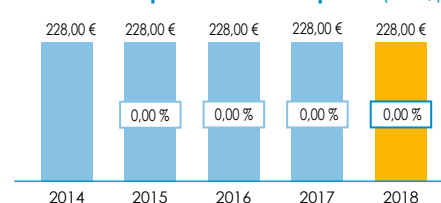


* Avant fusion avec BTP immobilier

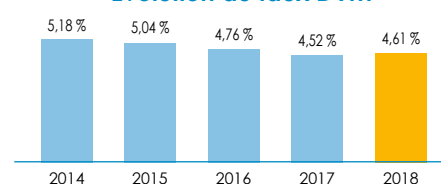
Évolution du dividende (en €/part)



Variation du prix de souscription (en €/part)



Évolution du taux DVM



Patrimoine immobilier au 31/12/2018

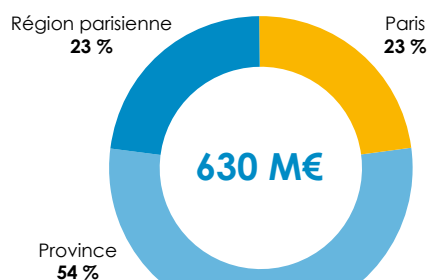
Nombre d'immeubles	338
Valeur vénale hors droits ⁽¹⁾	629 907 000 €
Taux d'occupation financier annuel	91,27 %
Loyers quittancés HT	39 391 884,55 €

⁽¹⁾ y compris parts dans Fidimmo

Compte de résultat 2018 en € par part

Revenus locatifs	13,79 €	Charges non récupérables	1,00 €
		Charges d'exploitation	1,68 €
		Charges financières	0,36 €
Produits financiers	0,02 €	Résultat net	10,79 €
Résultat exceptionnel	0,02 €		

Répartition du patrimoine en % de la valeur vénale au 31/12/2018



Répartition géographique



Répartition par destination

Sommaire

Les SCPI et le marché immobilier en 2018	page 6
Rapport de la Société de Gestion	page 7
Rapport du Conseil de Surveillance	page 16
Tableaux complétant le rapport de la Société de Gestion	page 18
Composition du patrimoine au 31 décembre 2018	page 20
Présentation des comptes annuels	page 26
Annexe aux comptes annuels	page 30
Rapports des Co-Commissaires aux Comptes	page 34
Texte des résolutions	page 37



78 avenue Kléber
à Paris 8^{ème}

Les SCPI en 2018

L'intérêt des investisseurs pour les SCPI s'est confirmé en 2018 avec une collecte brute de 6,5 milliards d'euros. La collecte nette s'élève à plus de 5 milliards d'euros. Les SCPI accusent une collecte nette en repli de 19,4 % comparativement à 2017, année caractérisée par un volume de collecte d'investissement hors norme. Les SCPI bureaux ont réalisé un peu plus de la moitié de cette collecte devant les SCPI diversifiées (21 %), les SCPI spécialisées (16 %), les SCPI commerces (7,5 %) et les SCPI immobiliers résidentiels (2,6 %). Au 31 décembre 2018, la capitalisation des SCPI immobilier atteignait au total 51,60 milliards d'€, soit une augmentation de 12,1 % par rapport à fin 2017.

Si l'investissement dans les bureaux reste dominant, la tendance vers une diversification des stratégies d'investissement perdure en 2018. Cette tendance est en particulier

confirmée par les thématiques retenues par les sept SCPI de rendement lancé au cours de l'année : commerce, investissement socialement responsable, résidentiel, hôtellerie d'altitude, actifs en région.

En 2018, les SCPI ont réussi à maintenir un taux de distribution sur valeur de marché (DVM) attractif de +4,35 % (contre +4,43 % en 2017). Ce niveau de revenus distribués par les SCPI leur permet de dégager une prime de risque qui demeure confortable (+3,64 points par rapport aux emprunts d'Etat à 10 ans). En tenant compte de l'augmentation du prix moyen pondéré des parts des SCPI (+0,82 %), la performance globale s'établit à +5,17 % sur l'année.

Ces performances ne doivent néanmoins pas masquer les importants défis que les sociétés de gestion doivent relever au cours des années à venir. Dans un environnement

réglementaire de plus en plus exigeant, alors que les taux de rendement des investissements immobiliers sont à un niveau historiquement bas (voir développements infra sur le marché immobilier) et que les renégociations de loyers se multiplient, les gérants de fonds devront plus que jamais maîtriser l'afflux massif de liquidités et garder une stratégie d'investissement immobilier rigoureuse et sélective.

Parallèlement, ils devront continuer à se mobiliser sur la mise en œuvre de plans d'arbitrages ambitieux et audacieux destinés à rajeunir le patrimoine parfois vieillissant de leurs SCPI tout en préservant, autant que faire se peut, leur rendement. Ce sont les gérants qui se seront adaptés à ces évolutions et qui auront anticipé ces défis qui pourront continuer à offrir à leurs associés un rendement attractif assorti, à terme, d'une perspective conséquente de revalorisation de leurs parts. ■

Le marché immobilier en 2018

Grâce à une fin d'année exceptionnelle, les investissements de 2018 ont atteint un nouveau record historique, avec 31,3 Md€ pour l'ensemble de l'immobilier d'entreprise en France.

Ce volume exceptionnel a largement profité à la classe d'actifs bureaux, qui a engrangé près de 23 Md€, soit les trois quarts du total. Les segments du commerce et des services se sont maintenus, avec des proportions respectives de 15 % et 5 % des volumes investis. Les segments des entrepôts et des locaux d'activité ont représenté ensemble autour de 3 Md€, soit près de 10 % du total. L'Ile-de-France représente désormais 83 % des volumes de transactions, un chiffre en nette augmentation par rapport à 2017 (75 %), du fait de la part des méga-deals dans les résultats de l'année.

Les volumes investis dans les opérations de moins de 20 M€ sont logiquement en légère contraction, autour de 10 % du total placé en 2018. La part de marché des SCPI dans les nouveaux investissements est revenue à un niveau comparable aux moyennes à long terme, la collecte ayant fortement ralenti depuis 1 an. Ce sont désormais les fonds d'investissement, notamment étrangers (Allemagne, USA), ainsi que les fonds souverains (Norvège, Singapour), qui dominent le marché.

Les investissements en commerce ont enrayé leur décline, avec un volume placé de 4,6 Md€, supérieur aux prévisions du marché, signe sans doute d'un meilleur équilibre entre vendeurs et acheteurs. En l'absence de transactions majeures en centres commerciaux, ce sont les portefeuilles Monoprix qui ont animé le marché, faisant des actifs à dominante alimentaire une catégorie

aussi importante que les retail parks. Quant aux pieds d'immeubles de centres-villes, ils conservent leur place de leader.

En ce qui concerne les rendements, les taux bureaux « prime » se maintiennent à leur plancher historique, autour de 3 % dans le QCA parisien, aidés par la remontée des loyers et le faible taux de vacance. Les grandes métropoles régionales suivent le mouvement, avec un rattrapage notable, ramenant l'écart avec la capitale à moins de 100 points de base.

En commerces, les incertitudes sur l'avenir des secteurs d'activité les plus fragiles ou la désaffectation touchant certaines villes ont eu un effet sur les taux. La remontée des rendements est désormais actée, en particulier sur les galeries marchandes en régions. Mais elle peut également toucher les adresses parisiennes moins reconnues. ■

Rapport de la Société de Gestion

Mesdames, Messieurs, Chers associés,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous présenter les résultats de l'exercice 2018 et soumettre à votre approbation les résolutions qui en découlent.

Dans le présent rapport, nous commencerons par vous relater l'activité de votre Société au cours de l'exercice, notamment en ce qui concerne le marché des parts, la gestion locative, les acquisitions et arbitrages d'actifs ainsi que l'examen des comptes.

Les Co-Commissaires aux Comptes vous donneront lecture de leur rapport sur les comptes annuels et de leur rapport sur les conventions réglementées et nous entendrons ensuite le rapport du Conseil de Surveillance.

Vous aurez également à désigner quatre (4) membres du Conseil de Surveillance dans le cadre de son renouvellement partiel annuel.

Après avoir répondu à vos questions, nous procéderons au vote des résolutions qui seront présentées à votre approbation en Assemblée Générale Ordinaire. ■

Évolution du capital

Durant l'exercice 2018, il a été enregistré la souscription de 132 283 parts au nominal de 153 € et le retrait de 68 841 parts.

Par conséquent, le capital social a été augmenté de 63 442 parts au nominal de 153 € soit 9 706 626 € pour atteindre 448 731 099 € au 31 décembre 2018, répartis sur 2 932 883 parts sociales. A cette date, aucune demande de retrait n'était en attente.

La collecte brute s'est élevée à 30 160 524 € au titre de l'exercice, sur la base d'un prix de souscription de 228 €, et la capitalisation de la Société a été portée à 668 697 324 € au 31 décembre 2018

Transactions hors marché

Au cours de l'année 2018, 520 parts ont été échangées sans l'intervention de la Société de Gestion.

Mutation de parts

Au cours de l'année 2018, ce sont 43 045 parts qui ont fait l'objet d'un transfert de propriété enregistré par la Société de Gestion au titre de successions (162 dossiers représentant 36 705 parts) et de donations (9 dossiers représentant 6 340 parts).

Il est rappelé à cette occasion que la donation de parts de SCPI doit être actée devant notaire. Toute transmission par don manuel ne peut donc être acceptée par la Société de Gestion et ce, sur le fondement de l'article 931 du Code Civil. ■

Évolution du patrimoine

Investissements

Au cours de l'exercice 2018, votre SCPI a réalisé 5 nouveaux investissements pour un prix d'acquisition cumulé de 30.330K€ acte en main et un rendement moyen de 5,23%AEM.

Ces acquisitions portent tout d'abord sur des boutiques de pieds d'immeuble à Paris, rue de Rivoli (parfumerie et agence immobilière de luxe, baux de 6 ans fermes) et boulevard de Clichy (restaurant italien à proximité du Moulin Rouge, bail de 6 ans fermes). Elles portent aussi sur

des commerces en régions, avec une boutique dans le centre de Lyon, rue du Président Herriot, acquise vacante et relouée à une enseigne de mode masculine, ainsi qu'un magasin Foot Locker dans le centre de Valenciennes.

Enfin, un portefeuille de 5 restaurants KFC (Lyon, Clermont-Ferrand, Avignon, Cergy, Meaux) a été acquis dans le cadre d'un sale & leaseback de 10 ans fermes avec Amrest, principal exploitant de KFC en France après le rachat d'un grand nombre de restaurants de l'enseigne américaine. ■

Immeuble	Nature	Surface	Date d'acquisition	Locataire	Loyer	Prix acte en main
26 rue Rivoli - 75004 PARIS	Commerce	180 m ²	30/01/2018	Saga Cosmetics Engel & Volkers	294 K€	8 105 K€
17 rue du Président Herriot - 69002 LYON	Commerce	493 m ²	14/09/2018	Boggi Milano	185 K€	4 110 K€
104 boulevard de Clichy - 75018 PARIS	Commerce	176 m ²	29/10/2018	IT Trattoria	95 K€	2 366 K€
14 place d'Armes - 59300 VALENCIENNES	Commerce	443 m ²	14/12/2018	Foot Locker	177 K€	2 716 K€
Portefeuille KFC	Commerce	2 209 m ²	27/12/2018	Amrest	836 K€	13 033 K€
Total		3 501 m²			1 587 K€	30 330 K€

Par ailleurs, votre SCPI a procédé en 2018 à un investissement de 7.200 K€ dans le fonds de fonds Fidimmo, géré par FIDUCIAL Gérance.

taille, situé 4 avenue de l'Impératrice à BIARRITZ (64), face à l'Hôtel du Palais, moyennant un prix de 1.390 K€ AEM. Cet investissement permet de dégager un rendement de 4,68 % net AEM.

Enfin, postérieurement à la clôture, votre SCPI a acquis une nouvelle boutique au pied d'un très bel immeuble pierre de

Cessions d'actifs

La valorisation et le renouvellement du patrimoine sont notamment assurés par une politique d'arbitrage, engagée depuis plusieurs années, portant sur des actifs non stratégiques ou matures, vacants ou obsolètes. Le réemploi des fonds permet ainsi l'acquisition de nouveaux actifs répondant à des critères de sélection assurant la pérennisation, voire l'augmentation des revenus locatifs dès lors qu'ils viennent remplacer des immeubles vacants.

Ont ainsi été vendus en 2018 les immeubles suivants :

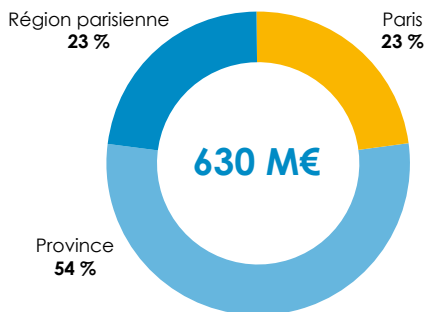
Immeuble	Nature	Surface	Prix net vendeur	Expertise au 31/12/2017
136 rue du Général de Gaulle - 57050 LONGEVILLE-LES-METZ	Bureaux	104 m ²	150 000 €	90 000 €
Avenue Paul Cézanne - 78990 ELANCOURT	Commerce	1 880 m ²	2 785 000 €	2 900 000 €
Avenue de l'Europe - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL	Bureaux	1 145 m ²	650 000 €	650 000 €
52 rue du Javelot - 75013 PARIS	Commerce	207 m ²	570 000 €	570 000 €
70 rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS	Commerce	80 m ²	420 000 €	420 000 €
ZAC de la Fougère - 88150 CHAVELOT	Commerce	1 035 m ²	290 000 €	290 000 €
Total		4 451 m²	4 865 000 €	4 920 000 €

Le 20 octobre 2018 une promesse de vente portant sur un portefeuille de trente actifs a été signée pour un volume de cessions d'environ 21 M€. La réitération de l'acte a eu lieu en avril 2019.

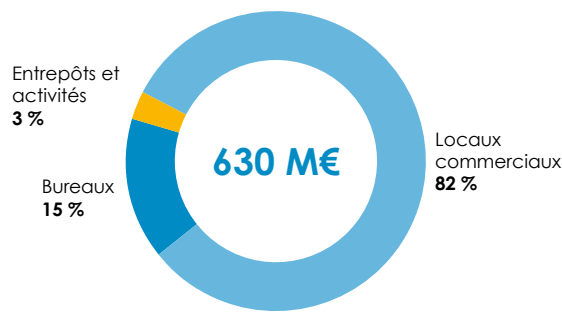
Composition du patrimoine immobilier

Au 31 décembre 2018, le patrimoine de votre Société totalise une superficie de 299 513 m², réparti sur 338 immeubles. Le nombre de locataires s'élève à 563. Tant la répartition géographique que la répartition par nature sont restées

stables par rapport à l'an passé. Le patrimoine de Ficommerce est constitué principalement de locaux commerciaux (82 % du patrimoine) situés en province (54 % du patrimoine).



Répartition géographique



Répartition par destination

Valeur vénale

L'expert immobilier BNP PARIBAS REAL ESTATE a procédé à l'actualisation de la valeur des actifs composant le patrimoine de votre SCPI au 31 décembre 2018 par application des deux méthodes, par capitalisation du revenu net et par comparaison.

Globalement, la valeur vénale de l'ensemble du patrimoine au 31 décembre 2018 s'établit à 629 907 K€ hors droits, y compris les 60 % de parts détenues dans le fonds de fonds immobilier Fidimmo pour un montant de 10 200 K€.

À périmètre constant, la valeur vénale des actifs ressort en hausse de 0,9 % par rapport à 2017.

	Bureaux (K€)	Locaux commerciaux (K€)	Entrepôts et activités (K€)	Total (K€) *
Paris	20 029	120 188	1 691	141 908
Région parisienne	18 779	128 324	67	147 170
Province	56 309	268 786	15 734	340 829
Totaux	95 117	517 298	17 492	629 907

* y compris les parts détenues dans Fidimmo (10 200 K€)

Les valeurs estimées (629 907 K€) sont supérieures aux valeurs comptables (595 544 K€).

Situation locative

Malgré un contexte économique peu favorable en 2018, le volume des loyers quittancés s'est amélioré et est passé de 39 220,3 K€ en 2017 à 39 391,9 K€ en 2018, soit une hausse légère de 171,6 K€ représentant 0,44 % d'augmentation.

La signature des nouveaux baux au cours de l'année 2018 et les investissements de l'année ont permis de maintenir le niveau des loyers quittancés.

Au même titre que l'année précédente, les locataires continuent à subir les contraintes de la conjoncture économique. Afin de maintenir la rentabilité de leur exploitation, ces derniers sollicitent des baisses de loyers ou des accompagnements temporaires. D'autres locataires sont conduits à déposer leur bilan dans le cadre de procédures collectives (redressement et liquidation judiciaires).

Les surfaces libérées en 2018 représentent 13 680 m² et portent principalement sur des surfaces commerciales situées dans des immeubles à Saint Jean de la Ruelle (2 000 m²), à Laval (1 241 m²), Redon (560 m²), Fleury Merogis (250 m²), des locaux d'entrepôt à Roissy en Brie (678 m²) et des bureaux à Châteauroux (2 005 m²).

Relocations

Sur une année complète, le montant des loyers des relocations correspond à 870,4 K€ HT. Ces relocations ont porté sur une surface globale de 6 184 m² et portant principalement sur les immeubles de Villeneuve d'Ascq (2 038 m²), les Mureaux (270 m²), Clamart (665 m²) et Limoges (360 m²).

Dans le cadre de la politique commerciale privilégiée depuis quelques années, des relations avec des grandes enseignes ont été renforcées (Décathlon, Action, Chaussée, Besson, Géo).

Procédures contentieuses

Immeuble Chemin des Espinaux- 30340 Saint-Privat-des-Vieux (Indivision)

Une procédure en Dommage Ouvrage est en cours devant le Tribunal de Grande Instance de Nîmes concernant l'immeuble situé à Saint Privat-des-Vieux en indivision à 50% avec la SCPI ATLANTIQUE PIERRE 1. Ce litige porte notamment sur des désordres relevés sur l'installation de climatisation et de chauffage, ainsi que sur des infiltrations d'eau en sous-sol. Un expert judiciaire a été désigné pour déterminer l'origine de ces désordres.

Dans le cadre de ce rapport, l'expert judiciaire fait porter aux Sociétés ayant réalisé les travaux l'essentiel de la responsabilité des désordres constatés et entérine le préjudice subi par les SCPI FICOMMERCE et ATLANTIQUE PIERRE 1.

À la suite du rapport déposé par l'expert judiciaire, la procédure suit son cours : l'affaire a été renvoyée à l'audience de mise en état du 27 avril 2017.

Pour permettre aux défendeurs de conclure, l'audience de mise en état a été renvoyée au 12 avril 2018, puis au 11 octobre 2018, puis au 24 janvier 2019.

Lors de l'audience du 24 janvier 2019, nous avons demandé, d'une part, la disjonction des réclamations portant sur l'installation de climatisation et de chauffage et sur les dysfonctionnements électriques et, d'autre part, un complément d'expertise sur les problèmes d'inondation. L'affaire a été renvoyée à l'audience de mise en état du 23 mai 2019.

Nous avons en effet mandaté un bureau d'études techniques afin d'avoir une expertise extérieure à l'expertise judiciaire et un chiffrage estimatif. Le pré-rapport relève de multiples causes (construction, mise en œuvre, maintenance,...) et évalue à ce stade les travaux à 150K€ HT.

Taux d'occupation financier (TOF)

2018	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
En loyer	91,79 %	91,68 %	91,13 %	90,47 %

(Montant total des loyers facturés / montant total des loyers facturables, c'est-à-dire loyers quittancés + loyers potentiels des locaux vacants).

Comparaison du taux d'occupation financier (TOF) 2018 par rapport à 2017

	2017	2018
TOF du 4 ^{ème} trimestre	90,42 %	90,47 %
TOF annuel	88,81 %	91,27 % *

* Taux d'occupation financier hors immeuble en arbitrage sur l'année 2018 : 95,54 %.

Le taux d'occupation financier moyen en 2018 est en hausse de 2,5 % par rapport à 2017.

Travaux

Travaux de gros entretiens couverts par des provisions

Réalisés pour un montant global de 182 K€ HT en 2018, ces travaux relèvent de l'article 606 du code civil ou des travaux de rénovation destinés à faciliter les relocations. Ils ont été provisionnés dans le cadre d'un plan de travaux pluriannuel, conformément aux nouvelles dispositions du plan comptable des SCPI mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2017. Par ailleurs, 58 K€ de travaux de rénovation ont été réalisés et ont été passés en charge car non prévus par le plan de travaux.

Les travaux les plus significatifs sont les suivants :

Immeuble	Nature des travaux	Montant (K€) HT
ZAC plein sud - 63170 AUBIERE	Rénovation de l'étanchéité de la terrasse	86
1 rue des marchands - 77400 LAGNY SUR MARNE	Réfection de la toiture et souches de cheminées	58
Avenue de l'avenir - 59580 VILLENEUVE D'ASCQ	Purge des briquettes en façade	59

Par ailleurs, votre société a procédé à divers travaux qui ont été immobilisés. Les principaux travaux correspondent à :

- La sécurisation des toitures à CHAMPIGNY 94500 - BARENTIN 76360 – DREUX 28100 - ROISSY EN BRIE 77680 – MEAUX 77100 – CHASSENEUIL DU POITOU 86360 – ST GERVAIS LA FORET 41350 – NIORT 79000 – VILLENEUVE D'ASCQ pour un montant de 379 K€.
- La création de divers locaux commerciaux brut de béton à LYON CONFLUENCE 69002 et MAISONS-ALFORT 94700 pour un montant de 339 K€.
- La création d'une installation de climatisation sur l'immeuble de la rue Sébastopol 75002 PARIS pour un montant de 141 K€.

Compte de résultat au 31 décembre 2018

Préambule

Les états financiers complets et détaillés de FICOMMERCE arrêtés au 31 décembre 2018 sont insérés en deuxième partie du présent rapport annuel.

Principaux éléments constitutifs du résultat net au 31 décembre 2018

Le résultat net de votre SCPI FICOMMERCE ressort à 30 906 K€ à comparer à 29 566 K€ au 31/12/2017, soit une hausse de 1 341 K€ (+4,5 %).

Cette forte variation à la hausse résulte principalement d'une meilleure maîtrise des charges immobilières et des charges financières, alors que le niveau des revenus locatifs connaît une légère progression de 0,6 %. Le résultat net de l'exercice représente ainsi un ratio en nette amélioration à 78 % des revenus locatifs, contre 75 % en 2017 et 73 % en 2016.

Les principales composantes et variations du résultat sont commentées ci-après.

Les loyers de la SCPI s'élèvent à 39 392 K€ à fin 2018 et s'inscrivent en légère hausse de 0,4 %, en liaison avec l'amélioration du taux d'occupation financier moyen sur l'année (+250 points de base) et les acquisitions, courant 2017, de la rue Michel Montaigne (Bordeaux), de la rue Saint Lazare (Paris) et de Lille-Lesquin. À périmètre constant, leur évolution est de +0,7 % compte tenu d'une re-commercialisation active des locaux vacants par votre Société de Gestion.

Après prise en compte des charges immobilières, le résultat de l'activité immobilière de FICOMMERCE ressort à 36 623 K€, en progression de 3,2 %. Cette évolution positive trouve son explication dans la baisse des charges d'entretien et de travaux courants ainsi que de la dotation nette à la provision pour gros entretiens.

Au 31 décembre 2018, les charges d'entretien courant, qui s'élèvent à 790 K€, ont été principalement réalisées sur le centre commercial de Malakoff et sur l'immeuble de la rue Sébastopol à Paris. Les travaux couverts par la provision pour gros entretiens et réalisés en 2018 s'établissent à 182 K€, tandis que la dotation nette à ladite provision se monte à 397 K€ contre 584 K€ l'an passé.

Par ailleurs, les autres charges immobilières non refacturées ou non refacturables aux locataires sont en fort repli sur l'exercice. Elles représentent une charge nette de 1 706 K€ à comparer à 2 421 K€ en 2017. Cette baisse de 715 K€ est principalement attribuable à une augmentation significative de dégrèvements obtenus sur des taxes foncières et à l'effet positif de redevances de charges sur exercices antérieurs.

Quant au résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière, celui-ci représente une perte de 4 804 K€ en très légère amélioration par rapport à 2017 (4 882 K€). On notera que les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des créances douteuses et les pertes sur créances irrécouvrables restent, encore cette année, à un niveau très modeste. Elles représentent une charge nette de 223 K€, soit 0,6 % des loyers, même si elles sont en très légère progression par rapport à 2017 (155 K€, soit 0,4 % des loyers).

Le résultat financier poursuit son amélioration en raison de la baisse des charges financières consécutive à l'arrivée à échéance, en janvier 2018, de l'emprunt in fine souscrit auprès du Crédit Foncier (2 850 K€) par BTP Immobilier.

En synthèse, le résultat par part de FICOMMERCE au titre de l'année 2018 s'élève à 10,79 € contre 10,48 € en 2017, soit une augmentation de 2,9 % compte tenu du nombre de parts moyen en jouissance émises pendant l'exercice écoulé. Afin de poursuivre la reconstitution du report à nouveau de votre SCPI, le dividende de l'exercice, proposé au vote des associés, s'élève à 10,50 € par part, faisant ressortir un taux de rendement sur le prix de souscription de 4,61 %.

Politique de rémunération

Conformément à la Directive AIFM 2011/61/UE du 08/06/2011, dite « Directive AIFM », concernant les Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs (« GFIA »), la Société de Gestion FIDUCIAL Gérance a mis en place une politique de rémunération applicable aux collaborateurs dont les fonctions sont susceptibles d'influencer le profil de risque de la Société de Gestion ou des FIA gérés.

Compte tenu de l'analyse de ces fonctions, neuf (9) collaborateurs ont été identifiés, pour l'exercice 2017-2018, comme preneurs de risque.

La Société de Gestion retient un certain nombre de critères d'application du principe de proportionnalité prévus dans cette Directive, à savoir :

- La structure juridique du GFIA ou de celle des FIA gérés : FIDUCIAL Gérance est détenue majoritairement par FIDUCIAL Asset Management et n'a pas de filiale ;
- La complexité de la structure de gouvernance interne du GFIA : la gouvernance de FIDUCIAL Gérance repose sur un Conseil d'Administration, une Direction

Générale et un ensemble d'instances métier adaptées à son activité. En cela, la structure de la gouvernance peut être considérée comme non-complexe. De plus, les décisions d'investissement et d'arbitrage immobilier sont prises de manière collégiale à travers la validation d'un comité d'investissement et d'arbitrage et non à la seule initiative d'un gérant de FIA ;

- La nature et la complexité de l'activité de la Société de Gestion : la Société de Gestion gère des produits complexes et des produits non complexes (SCPI et FIA par objet) ;
- Le niveau de la rémunération variable des collaborateurs et la ventilation entre rémunération fixe et rémunération variable.

Le comité de rémunération, mis en place au niveau du Conseil d'Administration de FIDUCIAL Gérance, a pour mission d'apprécier les politiques et pratiques de rémunération et les incitations créées pour la gestion des risques. Il se tient au moins une fois par an et la prochaine réunion est fixée au 21 mai 2019.

FIDUCIAL Gérance a mis en place une politique de rémunération conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (dite "Directive AIFM").

Le montant total des rémunérations brutes (fixes et variables) versées par FIDUCIAL Gérance pour l'exercice 2017-2018 a représenté 2,860 millions d'euros pour un effectif de 67 personnes au 30 septembre 2018.

Ce montant total se décompose en :

- Montant total des rémunérations fixes versées par FIDUCIAL Gérance sur l'exercice : 2,688 millions d'euros soit 94 %

du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel.

- Montant total des rémunérations variables versées par FIDUCIAL Gérance sur l'exercice : 0,172 million d'euros, soit 6 % du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel.

Compte tenu de la structure des F.I.A. gérés et de la politique de rémunération arrêtée, il n'est pas fait application de « carried interest ».

Dispositif de contrôle et de conformité

1. Le contrôle interne

1.1. Les sources réglementaires

En tant que Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), FIDUCIAL Gérance est soumise à des dispositions notamment légales et réglementaires strictes en matière de contrôle interne dont les sources sont les suivantes :

- Le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, dans ses livres III et IV ;
- Le Code monétaire et financier, dans son Chapitre IV du Livre II
- Le « Code de déontologie de la gestion des SCPI » de l'association professionnelle dont elle est membre (ASPIM) et qui est annexé au contrat de travail de chacun des salariés de la Société de Gestion ;
- L'ensemble des procédures internes définies par la Société de Gestion pour l'ensemble de ses activités.

1.2. Les principes d'organisation

Les principes d'organisation du dispositif de contrôle interne de FIDUCIAL Gérance sont :

- L'exhaustivité du contrôle interne : il s'applique aux risques de toute nature et à toutes les activités de FIDUCIAL Gérance, sans exception. Il s'étend à l'externalisation d'activités comme celles confiées aux délégataires. Cette couverture exhaustive des activités et des risques est résumée dans une cartographie revue annuellement ;
- La responsabilité des opérationnels : une grande partie du Contrôle Permanent est intégrée dans l'organisation opérationnelle, sous la responsabilité directe des équipes opérationnelles. En effet, chaque responsable a, à son niveau, le devoir

d'un contrôle efficace des activités placées sous sa responsabilité ;

- La séparation des tâches, notamment d'engagement et de contrôle : elle s'exerce particulièrement entre l'origination et l'exécution des opérations, leur comptabilisation, leur règlement, et leur contrôle ; elle se traduit aussi par la mise en place de fonctions spécialisées indépendantes :

1. La production comptable des SCPI (tenue de la comptabilité courante, travaux d'arrêté et fiscalité) déléguée au service Comptabilité Branche Réglementée de FIDUCIAL Staffing, une entité du Groupe FIDUCIAL, et mise en place de façon progressive depuis l'arrêté du 31 décembre 2014 ;
2. La préparation des règlements aux associés et des encaissements par une cellule dédiée et indépendante au sein de la Direction Financière de FIDUCIAL Gérance ;
3. La séparation claire entre les acteurs du Contrôle Permanent et ceux du Contrôle Périodique.

- La formalisation et la maintenance d'un corps de procédures. Ces procédures font l'objet d'une actualisation constante et sont mises à disposition de l'ensemble des collaborateurs au moyen de l'Intranet et du réseau partagé ;

- L'existence de systèmes de contrôle, comprenant des contrôles permanents (dits de 1er niveau et de 2^e niveau) et des contrôles périodiques (dits de 3^e niveau) ;

- La mise en place du plan de continuité d'activités (« PCA ») sous la responsabilité conjointe de la Direction Générale de FIDUCIAL Gérance et de la Direction des Systèmes d'Information (« DSI ») du Groupe FIDUCIAL. Des tests de restauration du PCA sont effectués

par la DSI au moins une fois par an sur l'ensemble des applications métier et le résultat de ces tests est communiqué au Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne.

1.3. Le pilotage du dispositif de contrôle interne

Dans le souci de se conformer à l'esprit de la Loi sur la Sécurité Financière concernant notamment les procédures d'organisation et de contrôle, votre Société de Gestion s'est dotée depuis 27 mai 2008, date d'obtention de son agrément en qualité de Société de Gestion de Portefeuille, d'un Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (« RCCI ») permettant ainsi de se conformer aux modalités de contrôles et d'établissement de procédures prévues dans le Règlement Général de l'AMF. Le RCCI est en charge du pilotage du dispositif de conformité et de contrôle interne. Il veille à sa cohérence et son efficacité. Il est hiérarchiquement rattaché au Directeur Général de FIDUCIAL Gérance. La coordination de l'ensemble des questions relatives au contrôle interne et aux risques fait l'objet de présentations périodiques au Comité Exécutif de FIDUCIAL Gérance et au Comité de Coordination et de Contrôle Interne du Groupe FIDUCIAL.

1.4. Les acteurs du dispositif de contrôle interne

1.4.1. Les acteurs du contrôle permanent

Les premiers acteurs du Contrôle Permanent sont :

- les opérationnels (qu'ils soient dans les activités commerciales, dans des rôles plus administratifs ou encore dans les fonctions supports). Ils exercent des contrôles directement sur les opérations qu'ils traitent et dont ils sont responsables ;

- leur hiérarchie, qui exerce des contrôles et une revue matérialisée, dans le cadre de procédures opérationnelles.

Ces contrôles (opérationnels et hiérarchiques) sont désignés comme des contrôles permanents de 1^{er} niveau.

Le contrôle permanent de 2^{ème} niveau, ainsi que la fonction de conformité, sont placés sous la responsabilité du RCCI. À ce titre, ce dernier s'assure de l'efficacité du dispositif de contrôle interne et du dispositif de contrôle des risques.

En outre, il s'assure du respect de la conformité des activités de la Société de Gestion qui se définit comme « le respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes professionnelles ». La Conformité s'articule notamment autour des thématiques suivantes :

- La primauté du respect de l'intérêt du client ;
- La prévention du blanchiment des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme ;
- La prévention et la gestion des conflits d'intérêt ;
- L'Éthique professionnelle.

Ces thématiques sont reprises dans les procédures internes, dites transversales, s'appliquant à l'ensemble des collaborateurs. Ces règles font l'objet d'une formation systématique en cas de mise à jour ou lors de l'arrivée de tout nouveau collaborateur de FIDUCIAL Gérance.

Plus particulièrement, FIDUCIAL Gérance a mis en place une politique et des procédures de prévention et de gestion des conflits d'intérêt afin d'assurer la protection et la primauté des intérêts des clients de la Société de Gestion. La cartographie des conflits d'intérêt est actualisée annuellement par le RCCI.

En complément, FIDUCIAL Gérance a mis en place des procédures adéquates pour identifier, mesurer et contrôler, pour chaque FIA géré, les risques financiers (liquidité, contrepartie et marché). FIDUCIAL Gérance appliquant le principe de proportionnalité dans son organisation de la fonction permanente de gestion des risques, cette fonction est assurée par le Directeur Général de FIDUCIAL Gérance, qui délègue le calcul des indicateurs à la Direction Financière. Ces indicateurs sont produits trimestriellement et examinés lors

du Comité des Risques qui se réunit chaque trimestre.

1.4.2. Les acteurs du contrôle périodique

Les contrôles périodiques (dits contrôles de 3^e niveau) sont exercés de manière indépendante par la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne du Groupe FIDUCIAL qui a vocation à intervenir sur l'ensemble du Groupe ou, le cas échéant, par un prestataire extérieur dans le cadre d'un contrat spécifique.

2. Le contrôle externe

En outre, le fonctionnement et la gestion de votre SCPI sont contrôlés par voie externe :

2.1. Par le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a pour mission d'assister la Société de Gestion dans ses tâches et de présenter chaque année à l'Assemblée Générale un rapport sur la gestion de la SCPI et sur l'exécution de sa mission. En outre, le Conseil de Surveillance exerce son rôle de vérification et de contrôle à l'appui des documents, tableaux de bord, annexes et renseignements se rapportant à l'activité de la Société, fournis par la Société de Gestion à son initiative ou à la demande du Conseil.

2.2. Par les Commissaires aux Comptes

Les Commissaires aux Comptes audient et vérifient les comptes de votre SCPI et opèrent aussi des revues périodiques du dispositif de contrôle interne mis en place au sein de la Société de Gestion.

2.3. Par le dépositaire

L'Assemblée Générale Mixte du 12 juin 2014 a ratifié la désignation de CACEIS BANK FRANCE en qualité de dépositaire de votre SCPI à la suite de l'adoption de la Directive dite « AIFM » 2011/61/UE du 08 juin 2011. Les missions du dépositaire consistent notamment à :

- veiller au suivi adéquat des flux de liquidités du FIA ;
- assurer la garde des actifs, c'est-à-dire vérifier leur propriété et assurer la tenue d'un registre permettant de l'attester (cette mission porte sur les actifs immobiliers du FIA, ainsi que sur les instruments financiers) ;
- assurer une mission générale de contrôle de la régularité des

décisions du FIA ou de sa Société de Gestion de Portefeuille (incluant la vérification de l'existence et de l'application de procédures appropriées et cohérentes sur différentes thématiques, ainsi que sur la mise en place d'un plan de contrôle a posteriori).

3. Le contrôle des risques

Tel que la réglementation le prévoit, FIDUCIAL Gérance a établi et maintient opérationnelle une fonction permanente de gestion des risques. Cette fonction est séparée sur le plan fonctionnel et hiérarchique des unités opérationnelles.

La fonction permanente de gestion des risques est l'organe chargé de mettre en œuvre la politique de gestion des risques définie par la Société.

FIDUCIAL Gérance applique le principe de proportionnalité dans la mise en œuvre de sa politique de gestion des risques. La fonction permanente de gestion des risques est assurée par le Directeur Général de FIDUCIAL Gérance. Celui-ci délègue le calcul des indicateurs à la Direction Financière.

Profil de risque :

Risque de contrepartie / crédit

Le premier volet du risque de contrepartie se concentre sur les contreparties bancaires. Il s'agit de s'assurer :

- du rapport encours bancaires / valeur de réalisation de chaque SCPI
- qu'aucune SCPI n'est surexposée dans une banque.
- du rating Standards & Poors de chaque établissement bancaire, afin de s'assurer qu'aucune banque n'est en difficulté financière ce qui pourrait nécessiter que les dépôts soient transférés dans un autre établissement.

Le risque de contrepartie locative est le deuxième volet. Il est analysé au travers de différents indicateurs qui sont le poids des locataires au sein d'une SCPI, l'analyse du risque de crédit des locataires, des acquisitions réalisées, le suivi des contentieux et des échéances des baux.

Risque de liquidité – blocage du marché des parts

Le suivi du risque de liquidité des parts consiste à s'assurer que les associés qui désirent vendre leurs parts pourront le faire dans un délai raisonnable.

À ce titre, la Société de Gestion suit le nombre de parts en attente de cession (SCPI à capital fixe) ou retrait (SCPI à capital variable) et leur ancienneté. Par ailleurs, pour les SCPI à capital fixe, elle suit les prix d'exécution.

Risque de liquidité – risque sur emprunt bancaire

Le risque sur emprunt bancaire permet de suivre les encours d'emprunt, leur taux et leurs couvertures, leur échéance et le ratio d'endettement.

Risque de marché

Le risque de marché réside, d'une part, dans le risque de perte de valeur d'un actif (marché immobilier) et, d'autre part, dans le risque de taux / risque de change, notamment lorsqu'un fond

contracte un emprunt à taux variable (coût réel et sensibilité de la dette).

Risque opérationnel

Le suivi du risque opérationnel consiste en une analyse des anomalies, réclamations et incidents DSI par SCPI et par nature (Erreur externe, interne, retard, panne d'un logiciel métier ou réseau).

La Société de Gestion vous propose de vous prononcer sur les résolutions concernant notamment :

- Fixation du capital social effectif au 31 décembre 2018,
- Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2018,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Quitus au Conseil de Surveillance,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Approbation des valeurs réglementaires de votre Société (comptable, réalisation et reconstitution),
- Rapport spécial des Co-Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L214-106 du Code Monétaire et Financier et approbation desdites conventions,
- Renouvellement du mandat du Co-Commissaire aux Comptes titulaire arrivant à échéance et non-renouvellement du mandat du Co-Commissaire aux Comptes suppléant arrivant à échéance et ce, sur le fondement des articles L. 823-1 du Code de commerce et L. 214-110 du Code monétaire et financier
- Désignation de quatre (4) membres du Conseil de Surveillance.

Cette année, quatre (4) mandats de membres du Conseil de Surveillance viennent à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale, à savoir :

Les mandats de :

- Monsieur Christian BOUTHIE,
- Monsieur Guy FAUCHON,
- Monsieur Michel MANI,
- Monsieur Vincent TANGUY.

Les membres du Conseil de Surveillance sortants se représentent à l'exception de Monsieur Guy FAUCHON, lequel nous remercions pour la contribution et le travail accompli.

Nous avons également reçu sept (7) candidatures recevables qui font l'objet d'une présentation dans le texte des résolutions ci-après.

Concernant les cessions, échanges, aliénations ou constitutions de droits réels portant sur un ou plusieurs éléments du patrimoine immobilier, nous vous rappelons qu'aux termes de la dixième (10^{ème}) résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés en date du 27 avril 2017, autorisation a été donnée jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point.

Concernant les acquisitions payables à terme et la souscription d'emprunts (avec constitution des garanties appropriées et, notamment, de toutes sûretés réelles y compris sous forme hypothécaire), nous vous indiquons qu'aux termes de la onzième (11^{ème}) résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés en date du 27 avril 2017, autorisation a été donnée dans la limite de 25 % maximum de la capitalisation arrêtée au dernier jour du trimestre écoulé (étant entendu que la capitalisation est égale au nombre de parts émises au dernier jour du trimestre écoulé multiplié par le prix de souscription au dernier jour du trimestre écoulé), en tenant compte des emprunts d'ores et déjà en cours. Cette autorisation est valable jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point.

Nous vous indiquons que le montant des emprunts s'élève à 53,7 M€ au 31 décembre 2018 incluant un tirage de 12 M€ sur le crédit de trésorerie de 30 M€ mis en place le 03 avril 2014. Nous vous précisons également qu'au cours de l'exercice, l'emprunt hypothécaire in fine souscrit par BTP IMMOBILIER auprès du Crédit Foncier de France a été remboursé pour 2,850 M€ au cours de l'exercice.

Concernant la distribution de sommes prélevées sur les réserves «plus ou moins-values réalisées sur cession d'immeubles», nous vous rappelons qu'aux termes de la douzième (12^{ème}) résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés en date du 27 avril 2017, autorisation a été donnée jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point.

Concernant le versement annuel des jetons de présence, nous vous indiquons qu'aux termes de la huitième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 13 juin 2018, le montant annuel à répartir entre les membres du Conseil de Surveillance a été fixé à 1 250 € par membre et ce, à compter de l'exercice 2018 et jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point. Aux termes de cette même résolution, il a été pris acte que les membres du Conseil de Surveillance peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement sur présentation des justificatifs nécessaires.

Vous trouverez le texte des projets de résolutions dans les dernières pages du présent rapport annuel.

En conclusion de ce rapport, en vous remerciant de la confiance que vous nous témoignez et en vous assurant de gérer votre Société dans le strict respect de l'intérêt des associés, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, chers associés, d'approuver les résolutions présentées et agréées par la Société de Gestion, telles qu'elles vous sont proposées.

La Société de Gestion
FIDUCIAL Gérance

Rapport du Conseil de surveillance

Mesdames, Messieurs, Chers associés,

Conformément aux dispositions légales et aux statuts de notre Société, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur l'examen des comptes et la gestion de notre Société concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous vous rappelons qu'historiquement FICOMMERCE est issue de la fusion de trois SCPI (CIFOCOMA 3, CIFOCOMA 4 et FICOMA) approuvée en juin 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013, puis a fusionné avec BTP IMMOBILIER en mai 2017 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017.

FICOMMERCE est une SCPI à dominante « Commerces », ce type d'actifs représentant 82 % des immeubles gérés, les bureaux 15 % et les locaux d'activités 3 %.

Ce fut une volonté de l'ancien Conseil de Surveillance de privilégier les commerces, laquelle est poursuivie par le nouveau Conseil avec quelques investissements en bureaux.

La superficie des 338 immeubles qui composent le patrimoine de notre SCPI est de 299 513 m² ; ils sont occupés par 563 locataires. La valeur estimée de cet ensemble est de 629,9 M€, correspondant à une augmentation de 0,9 % à périmètre constant.

Le taux d'occupation financier s'établit cette année à 91,27 % (hors arbitrages, il serait de 95,54 %). Votre Conseil de Surveillance restera attentif à son évolution dans le cadre de la conjoncture économique.

Par ailleurs, nous avons bien noté que toutes les clauses d'indexation des loyers ont été appliquées et que l'encaissement des loyers s'est effectué pour l'essentiel dans des délais normaux. Toutefois, des procédures en recouvrement ont dû être initiées, nécessitant la comptabilisation de provisions pour dépréciation des créances douteuses, étant précisé que celles-ci sont en baisse par rapport à l'exercice 2017 (4 337 K€ contre 5 327 K€ en 2017).

Votre Conseil de Surveillance se montre particulièrement vigilant sur les actions menées en vue de procéder à des arbitrages pour nous déposséder de locaux devenus trop difficiles à louer ou obsolètes. Conformément au plan d'arbitrages mis en place, un portefeuille d'une trentaine (30) d'actifs a été constitué intégrant des actifs vacants ou matures. La vente de ce portefeuille d'actifs intégrant des actifs difficiles pesant sur le taux d'occupation financier va permettre de redonner une dynamique à notre SCPI en se repositionnant sur des actifs plus pérennes et adaptés.

Notre SCPI poursuit son développement par un programme d'investissements financé par les fonds provenant des arbitrages et ceux de l'émission de parts nouvelles. Une ligne de crédit est par ailleurs en place pour permettre d'anticiper les achats d'actifs dans le cadre de l'augmentation de capital. C'est ainsi qu'en 2018, le patrimoine de notre SCPI s'est enrichi de cinq (5) nouveaux actifs représentant un rendement moyen de 5,23 % acte en mains. Enfin, il est à noter l'investissement dans le nouveau fonds de fonds lancé par Fiducial Gérance, Fidimmo. L'ensemble des investissements représente un montant global de près de 37,5 M€ acte en main.

Votre Conseil de Surveillance a examiné les comptes de la Société ainsi que les documents annexes nécessaires à l'accomplissement de sa mission au cours de sa réunion du 28 mars 2019.

La Société de Gestion nous a proposé son projet de rapport annuel rendant compte des activités de la SCPI en 2018.

Les produits de l'activité immobilière (hors « autres revenus locatifs ») s'élèvent à 46 672 704,95 €, en hausse, de 0,97 % sur ceux de l'exercice 2017, intégrant des produits issus du fonds de fonds, Fidimmo. Le résultat de l'exercice ressort à 30 906 339,67 €, en hausse de 4,5 % sur celui de l'exercice 2017. Le dividende de l'exercice est de 10,50 € par part avec la poursuite de la reconstitution du report à nouveau. Le nombre de parts au 31 décembre 2018 s'établissait à 2 932 883 parts. Le prix de souscription de la part était de 228 €, sans augmentation depuis la fusion en 2014. La valeur comptable, c'est à dire la valeur enregistrée dans le bilan comptable s'établit à 184,18 € par part. La valeur de réalisation, c'est-à-dire la somme de la valeur vénale des immeubles, telle qu'elle résulte de leur expertise annuelle, augmentée de la valeur nette des autres actifs de la Société s'établit à 196,94 € par part. La valeur de reconstitution, c'est-à-dire la valeur de réalisation augmentée de l'estimation des frais générés par une éventuelle reconstitution du patrimoine s'établit à 234,10 € par part.

Les comptes, sur la base desquels les acomptes ont été répartis, après vérification et approbation par les Co-Commissaires aux Comptes, nous ont été communiqués et nous avons pu procéder aux contrôles nécessaires. Ils n'appellent de notre part aucun commentaire supplémentaire et nous vous invitons à les approuver.

Suite à la collecte globale réalisée en 2018, il est à noter que les parts de notre SCPI ont enregistré des modifications dans leur répartition au capital. Elles sont en effet détenues au 31/12/2018 à hauteur de 63,31 %, soit 1 856 680 parts par des personnes physiques, à hauteur de 36,69 %, soit 1 076 203 parts par des personnes morales. La variation 2017/2018 est de -1,36 % pour les personnes physiques et de +9,01 % pour les personnes morales.

Nous vous proposons d'approuver les comptes et les conventions repris dans les rapports des Co-Commissaires aux Comptes qui ont été présentés au Conseil de Surveillance et acceptés par lui, ainsi que l'ensemble des résolutions qui vous sont proposées par la Société de Gestion.

Vous avez reçu un bulletin de vote. Si vous ne pouvez pas vous rendre à l'Assemblée Générale, nous vous conseillons de cocher la case B et de donner pouvoir à votre Président. Pour le cas où une nouvelle résolution se présenterait, nous vous invitons également à donner procuration à votre Président du Conseil de Surveillance et à cocher la case correspondante. C'est beaucoup de formalisme mais le Code monétaire et financier est très contraignant sur ces dispositions de vote par procuration.

Il est rappelé que, pour l'élection des membres du Conseil de Surveillance, seuls les votes des associés présents et / ou les votes exprimés par correspondance sont pris en compte.

Cette année, vous êtes invités à élire quatre (4) membres du Conseil de Surveillance dont les mandats arrivent à échéance pour une durée de trois (3) années, conformément à l'article 18 des statuts, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2021. Trois (3) membres sollicitent le renouvellement de leur mandat.

Nous vous précisons que Monsieur Guy FAUCHON nous a informés de son souhait de ne pas se représenter en tant que membre du Conseil de Surveillance et le remercions pour le travail accompli et pour sa contribution au sein du Conseil.

N'hésitez pas, si vous avez des questions, à nous solliciter, FIDUCIAL Gérance nous fera suivre toutes vos interrogations ou vos demandes.

CARDIF ASSURANCE VIE

Prise en la personne
de Monsieur Gilles SAINTE-CATHERINE
Président du Conseil de Surveillance

Tableaux complétant le rapport de la Société de Gestion

suivant instruction de l'AMF de mai 2002 prise en application du règlement n° 94-05

Tableau 1 - Composition du patrimoine immobilier en % de la valeur vénale des immeubles (à la clôture de l'exercice)

	Bureaux	Locaux commerciaux	Entrepôts et activités	Total *
Paris	3,18 %	19,08 %	0,27 %	22,53 %
Région parisienne	2,98 %	20,37 %	0,01 %	23,36 %
Province	8,94 %	42,67 %	2,50 %	54,11 %
Totaux	15,10 %	82,12 %	2,78 %	100,00 %

* y compris les parts détenues dans Fidimmo (10 200 K€)

Tableau 2 - Évolution du capital

Date de création : 15 mai 1986

Nominal de la part : 153 €

Année	Montant du capital nominal au 31 décembre	Montant des capitaux apportés à la SCPI par les associés lors des souscriptions (au cours de l'année)	Nombre de parts au 31 décembre	Nombre d'associés au 31 décembre	Rémunération H.T. de la Société de Gestion à l'occasion des augmentations de capital (au cours de l'année)	Prix d'entrée au 31 décembre
2014	359 808 570 €	4 629 492 €	2 351 690	7 396	1 368 701 €	228 €
2015	370 866 492 €	17 845 526 €	2 423 964	7 391	2 613 685 €	228 €
2016	387 950 319 €	26 928 254 €	2 535 623	7 487	3 485 286 €	228 €
2017	439 024 473 €	66 758 253 € *	2 869 441	8 037	2 213 185 €	228 €
2018	448 731 099 €	16 034 351 €	2 932 883	7 972	3 016 052 €	228 €

* dont 58 235 270 € d'apports liés à la fusion.

Tableau 3 - Évolution des conditions de cession ou de retrait

Année	Nombre de parts cédées ou retirées	% par rapport au nombre total de parts en circulation au 1 ^{er} janvier	Demandes de cessions en suspens au 31 décembre (en nombre de parts)	Délai moyen d'exécution d'une cession ou d'un retrait	Rémunération H.T. de la Société de Gestion sur les cessions ou les retraits
2014	52 551	2,25 %	0	1 mois	3 848,00 €
2015	55 958	2,38 %	0	N.S.	2 743,20 €
2016	60 172	2,37 %	0	N.S.	3 390,90 €
2017	68 140	2,40 %	0	N.S.*	-
2018	69 361	2,42 %	0	N.S.	-

* Marché des parts suspendu entre le 01/04/2017 et le 31/07/2017 en raison du projet de fusion-absorption de la SCPI BTP Immobilier.

Tableau 4 - Évolution du prix de la part

	2014	2015	2016	2017	2018
Dividende versé au titre de l'année ⁽¹⁾	11,80 €	11,50 €	10,85 €	10,30 €	10,50 €
dont % des revenus non récurrents	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Prix de souscription au 1 ^{er} janvier	228 €	228 €	228 €	228 €	228 €
Rentabilité de la part sur prix de souscription au 1 ^{er} janvier	5,18 %	5,04 %	4,76 %	4,52 %	4,61 %
prix de part acquéreur moyen de l'année	228 €	228 €	228 €	228 €	228 €
Taux de distribution sur valeur de marché - DVM ⁽²⁾	5,18 %	5,04 %	4,76 %	4,52 %	4,61 %
Report à nouveau cumulé par part ⁽³⁾	0,68 €	1,20 €	0,94 €	0,96 €	1,12 €

⁽¹⁾ Avant prélèvement

⁽²⁾ Le taux de distribution sur la valeur de marché de la SCPI est le rapport entre :

- le dividende brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année n (y compris les acomptes exceptionnels et quote-part de plus-values)

- et le prix de part acquéreur (frais et droits inclus) moyen de l'année n, pondéré par le nombre de parts acquises au cours des échanges successifs (acquisitions et souscriptions).

⁽³⁾ Report à nouveau par part constaté après affectation du résultat de l'exercice précédent

Tableau 5 : Évolution par part des résultats financiers au cours des cinq derniers exercices (HT)

	2014	% du total des revenus	2015	% du total des revenus	2016	% du total des revenus	2017	% du total des revenus	2018	% du total des revenus
Revenus										
Receffes locatives brutes	16,24	99,37 %	15,28	99,72 %	14,68	99,24 %	13,91	88,56 %	13,79	86,22 %
Produits financiers ⁽¹⁾	0,03	0,17 %	0,02	0,13 %	0,04	0,24 %	0,01	0,09 %	0,02	0,11 %
Produits divers	0,08	0,46 %	0,02	0,15 %	0,08	0,52 %	1,78	11,35 %	2,19	13,67 %
Total	16,34	100,00 %	15,33	100,00 %	14,79	100,00 %	15,70	100 %	16,00	100 %
Charges ⁽²⁾										
Commission de gestion	1,52	9,28 %	1,40	9,14 %	1,37	9,26 %	1,30	8,30 %	1,26	7,88 %
Autres frais de gestion	0,28	1,71 %	0,33	2,15 %	0,28	1,89 %	1,95	12,39 %	1,80	11,23 %
Entretien du patrimoine	0,32	1,94 %	0,42	2,75 %	0,47	3,18 %	0,47	3,01 %	0,34	2,12 %
Charges financières	0,63	3,86 %	0,63	4,08 %	0,46	3,11 %	0,42	2,70 %	0,36	2,23 %
Charges locatives non récupérables	1,03	6,31 %	1,58	10,31 %	1,31	8,86 %	1,80	11,43 %	1,70	10,65 %
Sous-total charges externes	3,77	23,10 %	4,36	28,42 %	3,89	26,30 %	5,94	37,83 %	5,46	34,11 %
Amortissements nets ⁽³⁾	0,03	0,18 %	0,03	0,20 %	0,05	0,34 %	0,04	0,24 %	0,02	0,12 %
Provisions nettes ⁽³⁾	0,31	1,91 %	-0,19	-1,22 %	0,35	2,37 %	-0,72	-4,56 %	-0,25	-1,53 %
Sous-total charges internes	0,34	2,09 %	-0,16	-1,02 %	0,40	2,70 %	-0,68	-4,32 %	-0,23	-1,42 %
Total	4,12	25,19 %	4,20	27,40 %	4,29	29,00 %	5,26	33,51 %	5,23	32,70 %
Résultat courant	12,22	74,81 %	11,13	72,60 %	10,50	71,00 %	10,44	66,50 %	10,77	67,30 %
Résultat exceptionnel	0,14	0,83 %	0,16	1,04 %	0,18	1,22 %	0,04	0,27 %	0,02	0,13 %
Résultat net	12,36	75,64 %	11,29	73,64 %	10,68	72,21 %	10,48	66,76 %	10,79	67,43 %
Variation report à nouveau, réserves et fonds de remboursement	0,56	3,42 %	-0,22	-1,46 %	0,17	1,15 %	-0,18	-1,15 %	-0,28	-1,77 %
Revenus distribués ⁽¹⁾	11,80	72,22 %	11,50	75,10 %	10,85	73,36 %	10,30	65,62 %	10,50	65,66 %

⁽¹⁾ Avant prélèvement

⁽²⁾ Hors amortissements prélevés sur la prime d'émission

⁽³⁾ Dotation de l'exercice diminuée des reprises

Tableau 6 - Emploi des fonds

	Total au 31/12/2017	Durant l'année 2018	Total au 31/12/2018
Fonds collectés	573 948 419	19 627 851	593 576 270
+ Emprunts (hors ligne de crédit de trésorerie confirmée)	48 130 624	-6 375 421	41 755 203
+ Cession d'immeubles	33 450 157	3 523 559	36 973 716
- Acquisitions d'immeubles et travaux immobilisés	-596 333 850	-36 287 074	-632 620 924
- Frais de constitution et d'augmentation de capital prélevés sur la prime d'émission	-29 757 715	-9 089 556	-38 847 271
- Frais d'acquisition non récupérables	-11 951 668		-11 951 668
- Frais et droits d'enregistrement prélevés sur la prime de fusion	-2 627 666	-58 916	-2 686 582
- Moins valeurs réalisées sur cessions d'actif	-5 284 902	1 291 861	-3 993 041
Sommes restant à investir	9 573 399	-27 367 697	-17 794 298

Tableau 7 - État des délais de paiement

	Délai de paiements fournisseurs						Délai de paiements clients					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures	36					905	8					2 309
Montant des factures en €	533 738	-1 029	22	12 742	273 632	285 367	116 467	80 934	125 734	-30 458	9 128 517	9 304 726
Pourcentage des achats de l'exercice	3,31 %	-0,01 %	0,0 %	0,08 %	1,70 %	1,77 %						
Pourcentage du CA de l'exercice							0,21 %	0,15 %	0,23 %	-0,06 %	16,81 %	17,14 %

Composition du patrimoine

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m ²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
Bureaux à Paris					
91/93 Boulevard de Sébastopol 75002 PARIS	08/04/2008	1 054	7 568 258	470 300	8 038 558
75 -75 Bis Avenue Parmentier / 7 Bis-11 Rue Neuve Popincourt 75011 PARIS	24/04/2014	764	3 530 000	215 000	3 745 000
63 Rue de Ponthieu 75008 PARIS	01/01/2017	163	1 200 000	0	1 200 000
10 Rue Pergolèse - 75016 PARIS	01/01/2017	307	2 120 000	0	2 120 000
65 Rue Rennequin - 75017 PARIS	01/01/2017	228	1 250 000	0	1 250 000
Sous-total bureaux à Paris		2 516	15 668 258	685 300	16 353 558

Bureaux en région parisienne					
102 Rue Henri Barbusse / 25 Rue Duguay 95100 ARGENTEUIL	06/12/1988	261	336 607	7 455	344 062
Avenue de la Libération 77000 MELUN	04/03/1991	874	1 612 103	0	1 612 103
21 Rue des Génottes 95800 CERGY SAINT CHRISTOPHE	22/05/2005	2 040	2 500 000	0	2 500 000
58/60 Rue Etienne Dolet 92240 MALAKOFF	01/01/2013	354	852 110	0	852 110
4 Rue Stéphane Mony 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE	01/01/2013	232	610 000	0	610 000
390 Rue d'Estienne d'Orves 92700 COLOMBES	01/01/2013	2 285	7 942 540	0	7 942 540
8 square Newton 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX (Indivision à 50 %)	01/01/2013	871	2 405 000	0	2 405 000
87 Rue du Château - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	01/01/2017	385	1 350 000	0	1 350 000
Sous-total bureaux à Paris		7 302	17 608 360	7 455	17 615 815

Bureaux en province					
31 Rue de Douai 59810 LESQUIN	06/01/1988	706	739 461	14 254	753 715
ZAC Multisites Couesnes - "Les Lanthanides" 35510 CESSON SEVIGNE	04/01/1990	1 357	1 308 622	0	1 308 622
121 Boulevard Valmy 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	17/06/1991	5 044	3 849 550	74 243	3 923 792
Chemin des Espinaux 30340 SAINT PRIVAT DES VIEUX (Indivision à 50 %)	27/07/2006	1 575	2 667 576	46 716	2 714 292
Adromède Blue Park - Parc Magudas 33185 LE HAILLAN	24/02/2011	8 576	19 064 915	192 600	19 257 515
160 Rue d'Antibes 06400 CANNES	01/01/2013	229	490 000	0	490 000
7 Rue des Ingrains 36000 CHATEAUROUX	01/01/2013	2 005	730 000	0	730 000
32/34 Rue du Vieux Marché aux Vins 67000 STRASBOURG	01/01/2013	423	766 000	0	766 000
43 Place de Jaude 63000 CLERMONT FERRAND	01/01/2013	581	1 100 000	0	1 100 000
21/23 Rue Ernest Renan 69007 LYON	01/01/2013	339	610 000	0	610 000
Rue Entre Deux Bois 59154 CRESPIN	01/01/2013	5 438	10 500 000	0	10 500 000
Parc du Connemara 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE	01/01/2013	2 461	4 430 000	0	4 430 000
9 Boulevard de Verdun - 45000 ORLEANS	01/01/2017	767	1 200 000	0	1 200 000
121 Boulevard de Valmy - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ (Extension)	01/01/2017	604	1 600 000	0	1 600 000
6 rue des Peupliers 59810 LESQUIN	12/10/2017	1 972	5 000 000	0	5 000 000
Sous-total bureaux en Province		32 077	54 056 124	327 813	54 383 937
Total bureaux		41 895	87 332 742	1 020 567	88 353 310

Commerces à Paris					
369 Rue des Pyrénées 75020 PARIS	21/07/1986	56	110 504	23 172	133 676
99 Rue des Orteaux 75020 PARIS	02/10/1986	192	263 403	0	263 403
192 Rue Cardinet 75017 PARIS	08/12/1986	131	185 988	36 054	222 042
121 Rue des Dames 75017 PARIS	13/02/1987	37	109 763	0	109 763
124 Rue de Belleville 75020 PARIS	29/06/1987	62	217 313	46 421	263 733
100 Rue de L'Ouest 75014 PARIS	15/04/1988	74	180 136	38 036	218 172
84 Rue de Maubeuge 75009 PARIS	22/06/1988	57	173 704	36 664	210 368
8 Rue de Montenoite / 24 Rue de l'Etoile 75017 PARIS	03/08/1989	104	457 347	0	457 347
29 Rue Oberkampf 75011 PARIS	27/09/1989	45	145 694	31 100	176 794
13 Rue Brezin 75014 PARIS	02/10/1989	136	560 250	106 943	667 193
5 Avenue Gambetta 75020 PARIS	27/12/1989	42	118 536	25 611	144 148
107 Avenue de Clichy 75017 PARIS	14/03/1990	50	216 612	0	216 612
39 Rue Didot 75014 PARIS	27/09/1990	15	92 720	19 818	112 538
1 à 3 Rue Palikao / 76 Boulevard de Belleville 75020 PARIS	26/09/1991	74	333 101	7 500	340 602
10/12 Rue du Rendez-Vous 75012 PARIS	30/10/1991	104	528 388	22 867	551 256
66 Rue Lafayette 75009 PARIS	30/07/1998	145	346 059	70 889	416 948
48 Bis Quai de Jemmapes 75010 PARIS	01/01/2013	76	315 000	0	315 000

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
34 Rue Dauphine 75006 PARIS	01/01/2013	32	490 000	0	490 000
94 Rue Cambronne 75015 PARIS	01/01/2013	43	290 000	0	290 000
70 Rue du Faubourg Poissonnière 75010 PARIS	01/01/2013	29	180 000	0	180 000
125 Rue Ordener 75018 PARIS	01/01/2013	120	790 000	0	790 000
67 Avenue Arnold Netter 75012 PARIS	01/01/2013	27	165 000	0	165 000
5 Rue Franklin 75016 PARIS	01/01/2013	62	485 816	0	485 816
99 Rue de Rennes 75006 PARIS	01/01/2013	52	1 270 000	0	1 270 000
93 Boulevard Magenta 75010 PARIS	01/01/2013	45	330 000	0	330 000
45 Bis Rue des Acacias 75017 PARIS	01/01/2013	212	760 000	0	760 000
62 Boulevard Ornano 75018 PARIS	01/01/2013	168	650 000	0	650 000
252 Rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS	01/01/2013	36	170 000	0	170 000
206 Rue du Faubourg Saint-Antoine 75012 PARIS	01/01/2013	132	670 000	0	670 000
8 Rue Brantome 75003 PARIS	01/01/2013	204	520 000	0	520 000
26 Rue du Roi de Sicile 75004 PARIS	01/01/2013	84	640 000	0	640 000
73 Rue du Cherche Midi 75006 PARIS	01/01/2013	91	390 000	0	390 000
48 Rue de Belleville 75020 PARIS	01/01/2013	78	390 000	0	390 000
19 Rue de Washington 75008 PARIS	01/01/2013	73	580 000	0	580 000
20 Rue Daval - 15 Rue de la Roquette 75011 PARIS	01/01/2013	100	940 000	0	940 000
9 Rue de la Cossonnerie - 61 Rue Saint Denis 75001 PARIS	01/01/2013	130	2 040 000	0	2 040 000
78 Avenue Kléber 75016 PARIS	01/01/2013	116	1 520 000	0	1 520 000
7 Quai Voltaire 75007 PARIS	01/01/2013	125	2 160 000	0	2 160 000
61 Rue Montorgueil 75002 PARIS	* 01/01/2013	59	1 222 929	18 887	1 241 815
64/66 Rue Saint Louis en L'Isle 75004 PARIS	* 01/01/2013	45	775 965	11 384	787 349
25 Boulevard de la Tour Maubourg 75007 PARIS	* 01/01/2013	67	1 106 066	14 618	1 120 684
1 Rue de Chazelles - 96 Rue de Courcelles 75017 PARIS	* 01/01/2013	64	1 045 494	16 688	1 062 181
45 Rue Rochechouart 75009 PARIS	* 01/01/2013	76	647 407	9 055	656 462
151 Rue d'Alésia - 2 Rue Delbet 75014 PARIS	* 01/01/2013	86	1 148 185	16 300	1 164 485
199/199 Bis Rue de la Convention 75015 PARIS	* 01/01/2013	63	925 612	12 678	938 290
331 Bis Rue de Vaugirard - 1 Rue Foucarde 75015 PARIS	* 01/01/2013	72	1 003 596	13 195	1 016 791
2 Rue Donizetti - 46 Rue d'Auteuil 75016 PARIS	* 01/01/2013	105	2 931 836	28 072	2 959 908
2 Rue Dufrenoy - 1 Rue Benjamin Godard 75016 PARIS	* 01/01/2013	85	1 015 033	14 230	1 029 263
62 Avenue Kléber / 2 Rue Ciramosa 75016 PARIS	* 01/01/2013	74	1 080 467	15 782	1 096 249
64 Rue de Passy 75016 PARIS	* 01/01/2013	138	7 304 310	113 968	7 418 278
73 Boulevard Berthier - 13 Rue le Chatellier 75017 PARIS	* 01/01/2013	84	476 225	6 986	483 211
71 Rue Guy Moquet 75017 PARIS	* 01/01/2013	52	505 742	7 374	513 116
50 Rue Damrémont 75018 PARIS	* 01/01/2013	50	427 741	5 821	433 562
98 Rue de Flandre 75019 PARIS	* 01/01/2013	85	622 331	8 667	630 998
36/38 Cours de Vincennes 75012 PARIS	01/01/2013	161	880 000	0	880 000
21/23 Boulevard Richard Lenoir 75011 PARIS	01/01/2013	606	3 280 000	0	3 280 000
22 Place des Innocents 75001 PARIS	01/01/2013	136	1 450 000	0	1 450 000
36 Rue de Rambuteau 75003 PARIS	01/01/2013	1 306	4 900 000	0	4 900 000
6 Place Tristan Bernard - 64-66 Avenue des Ternes 75017 PARIS	01/01/2013	124	1 820 000	0	1 820 000
21 Rue Danielle Casanova 75001 PARIS	01/01/2013	170	1 650 000	0	1 650 000
2 Rue Beccaria 75015 PARIS	01/01/2013	160	830 000	0	830 000
39 Boulevard Raspail 75007 PARIS	01/01/2013	40	860 000	0	860 000
17/19 Rue Desaix 75015 PARIS	01/01/2013	207	1 250 000	0	1 250 000
43 Rue Juge / 6 Rue Violet 75015 PARIS	01/01/2013	39	260 000	0	260 000
13 Rue Cambronne - 12 Rue Carrier Belleuse 75015 PARIS	01/01/2013	18	230 000	0	230 000
31 Rue Fontaine 75009 PARIS	01/01/2013	48	345 000	0	345 000
45 Boulevard de Clichy 75009 PARIS	01/01/2013	354	1 971 000	0	1 971 000
56 / 56 Bis Rue Buzenval 75020 PARIS	01/01/2013	551	2 020 000	0	2 020 000
257 Rue du Faubourg Saint Antoine 75011 PARIS	01/01/2013	72	510 000	0	510 000
76 Boulevard Saint-Marcel 75005 PARIS	01/01/2013	149	930 000	0	930 000
27 Avenue de Marigny 75008 PARIS	23/11/2016	98	3 620 000	373 512	3 993 512
131 Rue Saint-Denis 75001 PARIS	15/12/2016	697	3 576 000	377 580	3 953 580
1/3 Rue Caulaincourt - 75018 PARIS	01/01/2017	266	1 640 000	0	1 640 000
7/9 Place Denfert Rochereau - 75014 PARIS	01/01/2017	68	570 000	0	570 000
14 Rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS	01/01/2017	44	370 000	0	370 000
22 Rue des Petits Champs - 75002 PARIS	01/01/2017	295	1 970 000	0	1 970 000
108/110 Rue des Pyrénées - 75020 PARIS	01/01/2017	220	650 000	0	650 000
8 Rue de Belleville - 75020 PARIS	01/01/2017	562	2 500 000	0	2 500 000
66 Avenue Victor Hugo - 75016 PARIS	01/01/2017	72	1 550 000	0	1 550 000

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m ²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
80 Rue de Sèvres - 75007 PARIS	01/01/2017	114	1 570 000	0	1 570 000
76 Boulevard Beaumarchais - 75011 PARIS	01/01/2017	85	580 000	0	580 000
10 Rue des Lombards - 75004 PARIS	01/01/2017	225	1 860 000	0	1 860 000
94 Rue St Lazare 75009 PARIS	13/11/2017	167	1 900 000	202 000	2 102 000
24 rue de Rivoli - 75009 PARIS	30/01/2018	180	7 370 000	734 800	8 104 800
104 Boulevard de Clichy 75018 PARIS	29/10/2018	176	2 203 750	162 486	2 366 236
Sous-total commerces à Paris		11 974	97 140 023	2 629 158	99 769 181

Commerces en région parisienne

32 Avenue du Roule 92200 NEUILLY SUR SEINE	08/01/1987	32	182 939	0	182 939
2 Place du Sancerrois 78310 MAUREPAS	05/05/1988	205	198 184	39 179	237 363
38/44 Rue de la République / 1 Rue Fontaine 93200 SAINT-DENIS	17/10/1988	110	592 874	0	592 874
Zac du Petit Noyer 77340 PONTAULT COMBAULT	05/10/1989	952	1 088 913	0	1 088 913
4 Rue de Gisors 95000 PONTOISE	26/10/1989	104	152 449	30 566	183 015
Résidence Albert 1er 95600 EAUBONNE	05/12/1989	129	476 807	0	476 807
259/261 Rue de Paris - "Le Méliès" 93100 MONTREUIL	04/01/1990	469	1 283 459	0	1 283 459
Rue de la Sablonnière 94460 VALENTON	28/06/1990	1 143	1 019 228	0	1 019 228
Centre Commercial "Les Linandes Beiges" 95000 CERGY	02/07/1990	802	660 104	132 402	792 506
3 Avenue de Gravelle / 172 Rue de Paris 94000 CHARENTON LE PONT	15/10/1990	76	255 924	17 074	272 998
CC "Les Arcades" - Rue du Général de Gaulle 95620 PARMAIN	20/11/1990	1 531	770 870	169 112	939 981
Avenue de la Grange 91330 YERRES	20/11/1990	956	508 678	112 469	621 148
1 Rue du Chêne à Champagne 91700 FLEURY MEROGIS	30/11/1990	750	701 265	14 635	715 901
Lieu-dit "Croix de Moisselles" 95460 EZANVILLE	17/01/1991	1 529	3 202 027	0	3 202 027
52 Rue Pottier 78150 LE CHESNAY	27/12/1991	193	474 421	10 214	484 635
1 Rue des Marchés 95490 VAUREAL	27/05/1992	1 139	1 924 349	0	1 924 349
32 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF	31/07/2009	5 910	20 411 631	0	20 411 631
Villa de l'Ecluse - 1 Av du Gal de Gaulle 94700 MAISON-ALFORT	04/07/2008	284	792 314	0	792 314
27 et 29 Rue des Promenades 77320 LA FERTE GAUCHER	29/12/2010	1 845	1 670 000	0	1 670 000
La Motte - Rue Victor Baltard 77140 CLAYE SOUILLY	19/04/2011	6 139	13 847 325	283 300	14 130 625
360 Avenue du Général de Gaulle 92140 CLAMART (Indivision à 65 %)	13/05/2011	5 210	13 114 249	217 560	13 331 809
35 Boulevard Victor Bordier 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES	12/10/2012	3 901	4 450 000	0	4 450 000
30 Rue Montrosier 92200 NEUILLY SUR SEINE	01/01/2013	60	360 000	0	360 000
80 Avenue d'Argenteuil 92600 ASNIERES	01/01/2013	76	150 000	0	150 000
34 Avenue Victor Hugo 92170 VANVES	01/01/2013	110	280 000	0	280 000
27/29 Rue Jean Jaurès 94240 L'HAY LES ROSES	01/01/2013	45	140 000	0	140 000
Place Salvator Allende 94140 ALFORTVILLE	01/01/2013	653	1 136 000	0	1 136 000
89/91 Rue de Bellevue 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	01/01/2013	70	230 000	0	230 000
224/226 Avenue Jean Jaurès 92140 CLAMART	01/01/2013	177	550 000	0	550 000
17/27 Rue Jean Lolive 93500 PANTIN	01/01/2013	679	710 000	0	710 000
Lieu-dit "Le Buisson" 77370 NANGIS	01/01/2013	5 181	4 530 000	0	4 530 000
1 Rue Bokanowski - 38 Grande Rue 92600 ASNIERES	* 01/01/2013	68	546 016	8 020	554 036
10 Rue Isidore Nerat / 13 Rue de Bondy 93600 AULNAY SOUS BOIS	* 01/01/2013	75	504 843	7 115	511 958
9/11 Rue Gabriel Péri - 16 Boulevard de la Liberté 92320 CHATILLON	* 01/01/2013	79	328 729	4 398	333 127
29 Avenue Jean Jaurès / 18 Rue Paul Vaillant Couturier 92140 CLAMART	* 01/01/2013	77	873 637	10 090	883 727
34 Place du Comte Haymon 91100 CORBEIL ESSONNES	* 01/01/2013	176	485 002	6 468	491 470
35/41 Rue du Général de Gaulle 95800 ENGHEN LES BAINS	* 01/01/2013	55	539 315	7 115	546 429
108 Grande Rue 77300 FONTAINEBLEAU	* 01/01/2013	130	701 790	9 702	711 492
1 Rue des Marchands 77400 LAGNY SUR MARNE	* 01/01/2013	124	477 688	6 080	483 768
53 Avenue Pierre Larousse 92240 MALAKOFF	* 01/01/2013	52	263 887	3 493	267 380
7 Place des Arts - Centre Commercial Joli Mai 92360 MEUDON LA FORET	* 01/01/2013	78	220 176	2 975	223 151
34 Ter Avenue du Maréchal Foch / Avenue Georges Clémenceau 93360 NEUILLY PLAISANCE	* 01/01/2013	88	344 282	4 269	348 551
142 Grande Rue Charles de Gaulle / 1 Rue Edmond 94130 NOGENT SUR MARNE	* 01/01/2013	39	478 698	6 727	485 425
6 Rue Boursier / 5 Rue Archangé 91400 ORSAY	* 01/01/2013	105	377 433	4 916	382 349
11/13 Rue du Général de Gaulle 78120 RAMBOUILLET	* 01/01/2013	72	391 449	5 045	396 495
198 Rue Houdan / Avenue de la Gare 92330 SCEAUX	* 01/01/2013	65	460 319	6 209	466 529
9 Avenue du Général de Gaulle 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	* 01/01/2013	89	221 808	3 622	225 430
26 Avenue de Saint-Cloud / 19 Rue Georges Clémenceau 78000 VERSAILLES	* 01/01/2013	81	614 658	8 538	623 196
50 Avenue de Paris / 35 Rue de Soisy 95600 EAUBONNE	* 01/01/2013	84	143 840	4 010	147 850
35/37 Rue Emile Combes 78800 HOUILLES	01/01/2013	485	670 000	0	670 000
158 Avenue Charles de Gaulle 92700 COLOMBES	01/01/2013	658	2 460 000	0	2 460 000
60/62 Rue Maurice Thorez 92000 NANTERRE	01/01/2013	234	710 000	0	710 000
32 Rue d'Angiviller / 79 Avenue du Général de Gaulle 78120 RAMBOUILLET	01/01/2013	79	370 000	0	370 000
ZAC du Moulin - La Forge - Route de Pontault 77680 ROISSY EN BRIE	01/01/2013	678	815 395	0	815 395
13 Avenue de la Victoire 77100 MEAUX	01/01/2013	494	997 060	0	997 060
12 Rue de Paris 78560 LE PORT MARLY	01/01/2013	349	734 000	0	734 000

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m ²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
27 Rue Trébois 92300 LEVALLOIS-PERRET	01/01/2013	58	390 000	0	390 000
Pac La Rocade - Z.I. Sud 77120 COULOMMIERS	01/01/2013	1 683	2 550 000	0	2 550 000
38 Rue du Chemin de Fer 77400 LAGNY SUR MARNE	01/01/2013	77	280 000	0	280 000
15 Rue du Mont Valérien 92150 SURESNES	01/01/2013	229	525 000	0	525 000
Rue des Francs Sablons 78370 PLAISIR	01/01/2013	1 644	1 900 000	0	1 900 000
Centre Commercial "ESPACE" - Avenue Paul Raoult 78130 LES MUREAUX	01/01/2013	6 769	8 190 000	0	8 190 000
5 Boulevard Pierre Mendès France 77500 CHELLES	01/01/2013	177	520 000	0	520 000
40-42 Rue René Pouteau 77000 MELUN	01/01/2013	223	740 000	0	740 000
2-8 Place Aribault - Avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT	01/01/2013	495	1 590 000	0	1 590 000
99-103 Boulevard de Stalingrad - Rue Jules Lagaisse 94400 VITRY SUR SEINE	01/01/2013	3 130	3 750 000	0	3 750 000
ZAC du Plateau - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE	01/01/2017	1 339	1 676 610	0	1 676 610
39 Boulevard Bordier - 95370 MONTIGNY LES CORMELLES	01/01/2017	2 019	4 400 000	0	4 400 000
120/128 Avenue de Fontainebleau - 94270 LE KREMLIN BICETRE	01/01/2017	248	510 000	0	510 000
21 Rue du Marché - 92000 NANTERRE	01/01/2017	175	560 000	0	560 000
38 Avenue Franklin Roosevelt - 94300 VINCENNES	01/01/2017	161	400 000	0	400 000
2, Avenue des Sablons Bouillants 77100 MEAUX	27/12/2018	380	2 451 500	185 509	2 637 009
14 Boulevard de l'Oise 95000 CERGY	27/12/2018	615	2 984 000	225 510	3 209 510
Sous-total commerce en région parisienne		64 396	124 011 143	1 546 325	125 557 468

Commerces en province

18 Rue Ernestale 62000 ARRAS	02/06/1986	57	136 975	27 393	164 368
Centre Commercial Manoir Saint-Lô 44000 NANTES	25/09/1986	115	109 763	3 506	113 270
Centre Commercial "Les Amandiers" 44230 SAINT SÉBASTIEN SUR LOIRE	25/09/1986	98	76 225	2 744	78 969
13 Place Gordaine 18000 BOURGES	12/06/1987	50	76 225	16 083	92 308
2 Rue Idrac 31000 TOULOUSE	03/07/1987	229	350 633	69 974	420 607
Lotissement "La Cristole" 84000 AVIGNON	11/12/1987	509	335 736	7 165	342 901
ZAC des Chamères - "L'Émeraude" 21800 QUETIGNY LES DIJON	28/04/1988	587	462 835	9 757	472 592
25/27 Boulevard Victor Hugo - "L'Orsay" 87000 LIMOGES	27/06/1988	360	228 674	5 336	234 009
ZAC de la Condamine 34430 SAINT JEAN DE VEDAS	27/07/1988	482	359 475	7 851	367 326
ZAC des Clouzeaux 41410 SAINT GERVAIS LA FORET	27/10/1988	945	708 576	13 644	722 220
1 et 3 Rue du Bois des Roses - Le Forum Picardie 02100 FAYET	31/12/1988	1 206	628 730	0	628 730
Centre Commercial Grand'Boucle 05100 BRIANÇON	27/01/1989	277	379 379	0	379 379
4 Rue Robert Turgot 79000 NIORT	10/03/1989	506	314 045	0	314 045
Zone Commerciale de Cora 60740 SAINT MAXIMIN	29/03/1989	1 300	1 218 023	25 764	1 243 787
Forum Le Poinçonnet 36330 LE POINÇONNET	31/03/1989	700	392 007	0	392 007
Z.I. de la Vallée du Giers 69700 GIVORS	12/09/1988	437	320 988	7 165	328 153
Route des Romains 57100 THIONVILLE	01/06/1989	1 195	823 225	16 464	839 689
Centre Commercial Givors II Vallées 69700 GIVORS	19/05/1989	1 600	1 950 000	7 165	1 957 165
Boulevard de la Reine Jeanne - 13300 SALON DE PROVENCE	25/07/1989	1 890	1 210 140	24 849	1 234 989
Lotissement "La Brûlée" - Route Nationale 10 37170 CHAMBRAY LES TOURS	22/09/1989	1 311	929 482	0	929 482
Forum Sud - Centre Commercial du Parc - Route Nationale 9 11100 NARBONNE	30/11/1989	769	457 347	0	457 347
Centre Commercial "Les Clairions" 89000 AUXERRE	30/11/1989	955	649 516	12 653	662 169
La Banque à Genêts 50470 LA GLACERIE	05/12/1989	1 102	793 192	0	793 192
302 Avenue de Dunkerque 59130 LAMBERSART	27/12/1989	234	200 470	31 481	231 951
Rue du Commerce 21800 QUETIGNY LES DIJON	30/01/1990	304	300 325	6 784	307 109
Lotissement "L'Aurélienne" 13200 ARLES	14/03/1990	1 000	625 041	12 958	637 999
Lotissement Mendès-France 79000 NIORT	15/05/1990	700	506 422	0	506 422
Parc d'Activités des Sablons 41350 VINEUIL	22/05/1990	400	254 072	5 946	260 017
Rue Émile Zola - "Le Marmara" 42000 SAINT ETIENNE	12/06/1990	598	503 082	10 793	513 875
ZAC de Monhauba - Résidence "Virgo" 64000 PAU-LESCAR	12/06/1990	1 157	981 406	9 757	991 163
Parc Commercial Nordaix 73100 AIX LES BAINS	19/06/1990	400	365 878	8 156	374 034
Parc d'Activités des Sablons 41350 VINEUIL	22/10/1990	392	249 462	0	249 462
Parc de l'Aérodrome - Rue Blériot - Bâtiment 3 68000 COLMAR	11/12/1990	1 274	858 212	0	858 212
Rue Lavoisier 59160 LOMME	15/02/1991	1 200	1 146 133	22 562	1 168 695
"Les Clairions" - 5 Rue des Fourneaux 89000 AUXERRE	30/11/1989	860	504 134	0	504 134
Centre Commercial "Le Clos Jacquin" - Rue du Général Giraud 31000 TOULOUSE	15/03/1991	1 372	1 158 613	0	1 158 613
Allée des Ailes 03200 VICHY	14/02/1992	1 000	838 470	0	838 470
Tattes de Borly Nord - Route Nationale 907 74380 CRANVES-SALES	27/03/1992	1 000	830 847	0	830 847
ZAC Saint-Michel 83130 LA GARDE	06/04/1992	1 151	1 040 007	20 886	1 060 893
16/22/24 Rue de la Regratterie 86000 POITIERS	26/10/1998	147	177 451	37 121	214 572
Zone d'Activités de la Fougère 88150 CHAVÉLOT	28/10/2005	2 785	924 917	21 564	946 481
11 Boulevard de la Sagne 11430 GRUISSAN	09/01/2007	3 539	5 216 000	74 794	5 290 794

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m ²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
Rue Paderborn 72000 LE MANS	04/07/2008	61	197 672	0	197 672
Avenue de l'Avenir 59680 VILLENEUVE D'ASCQ	31/07/2008	10 548	20 322 091	1 243 200	21 565 291
Route d'Arras 62320 DROCOURT	30/09/2008	975	1 820 000	33 100	1 853 100
20 Rue Saint-Exupéry 38420 LE VERSOUD	11/12/2009	2 031	3 450 850	0	3 450 850
17 Avenue de Dordogne 24200 SARLAT	11/12/2009	2 011	6 112 258	0	6 112 258
Avenue de la Croisette 02600 VILLERS-COTTERETS	11/12/2009	1 197	1 264 791	0	1 264 791
Z.I. des Wallons 2200 BRAINE	11/12/2009	886	966 908	0	966 908
63 Rue de Rome 53000 LAVAL	11/12/2009	1 241	1 994 084	0	1 994 084
Avenue du Château 63570 BRASSAC LES MINES	11/12/2009	1 522	1 270 497	0	1 270 497
36 Place Saint Pol 28400 NOGENT LE ROTROU	08/01/2010	1 306	885 687	0	885 687
4 Rue des Gilères / 16 Rue Royale 74000 ANNECY	04/07/2008	1 705	8 152 582	0	8 152 582
ZAC de la Gibauderie / 3 Rue du Clos Marchand 86280 SAINT-BENOIT	01/12/2010	2 500	3 500 000	0	3 500 000
15 Boulevard Henri Cordier 22600 LOUDEAC	29/12/2010	2 087	1 800 000	0	1 800 000
ZAC des Milliaires 30300 BEAUCAIRE	28/12/2010	1 300	1 585 386	0	1 585 386
Avenue de la Mer 34400 LUNEL	28/12/2010	612	824 400	0	824 400
Rue Descartes 2000 CHAMBRY	28/12/2010	2 817	2 771 870	0	2 771 870
Avenue Louis Barthou / Rue Bellus Mareilhac 33000 BORDEAUX	28/12/2010	1 029	1 487 194	0	1 487 194
ZAC Grand Angles 30133 LES ANGLES	30/12/2010	7 650	9 767 397	0	9 767 397
8 Impasse Serge Reggiani 44800 SAINT-HERBLAIN	28/12/2012	3 189	6 811 800	0	6 811 800
151 Avenue Jean Chaubet 31000 TOULOUSE	01/01/2013	857	920 000	0	920 000
Avenue de Bordeaux 47300 VILLENEUVE SUR LOT	01/01/2013	1 561	1 410 000	0	1 410 000
11 Parlement Sainte-Catherine 33000 BORDEAUX	01/01/2013	189	560 000	0	560 000
Centre Commercial du Bois Jugan 50000 SAINT LO	01/01/2013	204	280 000	0	280 000
Centre Commercial du Centre Ville 45800 SAINT JEAN DE BRAYE	01/01/2013	285	590 000	3 659	593 659
24 Rue Pigacière 14000 CAEN	01/01/2013	269	310 000	0	310 000
Z.I. La République 86000 POITIERS	01/01/2013	989	450 000	0	450 000
Z.I. de la Vallée du Giers - Bâtiment F 69700 GIVORS	01/01/2013	450	322 430	0	322 430
24 Rue Maurice Fonvielle 31000 TOULOUSE	01/01/2013	600	1 170 000	0	1 170 000
1/3 Rue Berthe Molly 68000 COLMAR	01/01/2013	524	1 090 000	0	1 090 000
Route de Chardonchamp 86440 MIGNE AUXANCES	01/01/2013	656	690 000	0	690 000
Rue Marcel Queria 35600 REDON	01/01/2013	518	560 000	0	560 000
Lieu-dit "Clos Bardy" 47500 FUMEL	01/01/2013	599	165 000	0	165 000
Lieu-dit "Bouy" 47500 FUMEL	01/01/2013	877	207 000	0	207 000
54/60 Avenue de Verdun 72200 LA FLECHE	01/01/2013	2 710	1 990 000	0	1 990 000
44-46 Rue de la République 8000 CHARLEVILLE MEZIERE	01/01/2013	534	950 000	0	950 000
41-43 Rue de la Victoire de la Marne 52000 CHAUMONT	01/01/2013	677	885 000	0	885 000
22 Rue des Toiles 2100 SAINT QUENTIN	01/01/2013	273	870 000	0	870 000
ZI de Domfront - Rte de Domfront 61100 FLERS	01/01/2013	2 541	2 407 031	0	2 407 031
159 Rue Jean Zay 45800 SAINT JEAN DE BRAYE	01/01/2013	165	133 050	0	133 050
ZAC Jaux de Venette, Rue des Métiers 60280 COMPIEGNE	10/10/2013	1 179	1 981 754	137 750	2 119 504
14 Avenue Pablo Picasso 01000 BOURG EN BRESSE	01/01/2013	1 200	1 380 000	0	1 380 000
3 Bis / 5 Route d'Olivet 45000 ORLEANS	01/01/2013	494	1 320 000	0	1 320 000
Lotissement "La Cristole II" 84000 AVIGNON	01/01/2013	1 139	910 000	0	910 000
851 Avenue de la République 59700 MARCQ EN BARCEUL	01/01/2013	400	500 000	0	500 000
136 Rue de la Sous-Préfecture 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	01/01/2013	169	210 000	0	210 000
Centre Commercial ATLANTIS 44800 SAINT-HERBLAIN	01/01/2013	2 117	2 890 000	0	2 890 000
ZAC de la Condamine 34430 SAINT-JEAN DE VEDAS	01/01/2013	867	1 300 000	0	1 300 000
Route Nationale 10 - Rue Marcel Dassault 37170 CHAMBRAY LES TOURS	01/01/2013	1 178	1 747 650	0	1 747 650
35/37 Rue du Jeu des Enfants 67000 STRASBOURG	01/01/2013	294	980 000	0	980 000
3 et 11 Place de l'Hôtel de Ville 60200 COMPIEGNE	* 01/01/2013	85	761 202	10 349	771 551
La Plagne du Haut - Le Sikkim 73210 MACOT LA PLAGNE	01/01/2013	196	780 000	0	780 000
1 Allée des Chênes 50190 PERIERS	01/01/2013	1 027	1 700 000	0	1 700 000
4 Rue du Général Leclerc 80000 AMIENS	01/01/2013	217	480 000	0	480 000
10 Boulevard Davout 89000 AUXERRE	01/01/2013	273	310 000	0	310 000
2 Rue de Buzenval 60000 BEAUVAIS	01/01/2013	163	310 000	0	310 000
82/86 Boulevard Carnot 06400 CANNES	01/01/2013	382	1 247 625	0	1 247 625
19 Rue Jean Lecanuet 76000 ROUEN	01/01/2013	715	1 040 000	0	1 040 000
76 Boulevard d'Angleterre 85000 LA ROCHE SUR YON	01/01/2013	246	290 000	0	290 000
2 A 6 Rue Charles Saint-Venant 59000 LILLE	01/01/2013	52	290 000	0	290 000
12 Rue Fonvielle - Rue Paul Mériel 31000 TOULOUSE	01/01/2013	969	1 950 000	0	1 950 000
Tour de Bretagne - 1 Rue du Pont Sauvetout 44000 NANTES	01/01/2013	192	275 000	0	275 000
100 Cours Gambetta 69007 LYON	01/01/2013	578	1 240 000	0	1 240 000
15 Rue Lepouze 27000 EVREUX	01/01/2013	257	370 000	0	370 000
117 Boulevard Mendès France 50100 CHERBOURG	01/01/2013	590	520 000	0	520 000

Désignation des immeubles	Dates d'acquisition ou fusion	Surfaces totales (en m²)	Prix hors taxes frais et droit (en €)	Frais d'acquisition (en €)	Total (en €)
Route Nationale 45 - Avenue du 8 mai 1945 59176 MASNY-ECAILLON	01/01/2013	6 067	5 700 000	0	5 700 000
ZAC Confluence 69002 LYON	01/01/2013	1 300	4 572 624	0	4 572 624
ZAC des Livraindières - Lieu-dit Champrier des Vallées 28100 DREUX	01/01/2013	678	780 225	0	780 225
ZAC La Boisserie - Route de Lorris 45500 GIEN	01/01/2013	678	730 000	0	730 000
Lieu-dit "Vignes de la Justice" et "L'Abattoir" 47150 MONTFLANQUIN	01/01/2013	1 392	2 910 000	0	2 910 000
Lieu-dit "Le Clousy" - Rue Georges Clémenceau 85360 LONGEVILLE SUR MER	01/01/2013	1 453	3 800 000	0	3 800 000
La Gare 69440 MORNANT	01/01/2013	991	3 560 000	0	3 560 000
ZAC Parc de Tesan 30126 SAINT LAURENT DES ARBRES	01/01/2013	2 400	5 900 000	0	5 900 000
1/5/7 Avenue Forest et 29/31 Avenue Jean Jaurès 8000 CHARLEVILLE MEZIERES	01/01/2013	2 287	1 600 000	0	1 600 000
Plan de Campagne 13170 LES PENNES MIRABEAU	01/01/2013	854	790 000	0	790 000
1 Rue de la Hallebarde 45000 ORLEANS	01/01/2013	543	1 630 000	0	1 630 000
47 Rue Montbéliarde 1000 ST DENIS LES BOURG	01/01/2013	504	670 000	0	670 000
20-22 Rue de la Huchette 79300 BRESSUIRE	01/01/2013	179	350 000	0	350 000
Avenue des Bates 28100 DREUX	01/01/2013	447	570 000	0	570 000
ZA de Saint Martory 31360 PORTET SUR GARONNE	01/01/2013	873	870 000	0	870 000
ZAC Plein Sud 63170 AUBIERE	01/01/2013	871	1 570 000	0	1 570 000
ZAC du Clos aux Antes 76350 TOURVILLE LA RIVIERE	01/01/2013	1 173	1 275 220	0	1 275 220
11 Allée du Haut du Poitou 86360 CHASSENEUIL DU POITOU	26/07/2013	1 900	2 018 205	123 900	2 142 105
ZAC DU PASTRE II 13400 AUBAGNE	20/12/2013	3 714	7 760 000	481 400	8 241 400
Avenue Pierre Mendès France 45140 ST JEAN DE LA RUELLE	20/12/2013	2 000	3 400 000	212 100	3 612 100
50 Avenue des Fenots 28100 DREUX	23/05/2014	4 865	8 250 000	170 000	8 420 000
119 Rue Nationale 49300 CHOLET	29/09/2014	263	1 250 000	88 000	1 338 000
ZAC du Bas Terrair Rue de Tournai 59119 WAZIERS	02/07/2015	6 562	7 400 000	352 000	7 752 000
10-12 Rue du Temple 89000 AUXERRE	29/03/2016	420	675 000	75 500	750 500
25 Rue Thiers 64100 BAYONNE	30/09/2016	161	1 290 000	91 450	1 381 450
35 Rue du Sauvage 68100 MULHOUSE	16/12/2016	96	900 000	103 050	1 003 050
12 Rue Vasselot - 35100 RENNES	01/01/2017	110	530 000	0	530 000
ZAC de Langueux - 22360 LANGUEUX	01/01/2017	656	1 000 000	0	1 000 000
103 rue Bannier - 45000 ORLEANS	01/01/2017	106	200 000	0	200 000
13 Place Gordaine - 18000 BOURGES	01/01/2017	256	970 000	0	970 000
Centre Commercial Villevert - 60300 SENLIS	01/01/2017	2 827	6 300 000	0	6 300 000
2/4/6 Place des Epars - 28000 CHARTRES	01/01/2017	629	3 220 000	0	3 220 000
Centre Commercial Carrefour - 76360 BARENTIN	01/01/2017	1 313	1 720 650	0	1 720 650
121 Boulevard de Valmy - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	01/01/2017	3 218	3 970 000	0	3 970 000
115 Cours Fauriel - 42100 SAINT ETIENNE	01/01/2017	1 197	930 000	0	930 000
Centre Commercial de l'Isle d'Abeau - 38300 BOURGOIN JALLIEU	01/01/2017	1 188	5 760 000	0	5 760 000
"10/22 Rue de Bourgogne - 2/18 rue des Vies Vieilles 42300 ROANNE	01/01/2017	2 511	3 230 000	0	3 230 000
6 Rue Saint-François - 29000 QUIMPER	01/01/2017	393	1 000 000	0	1 000 000
13 rue Michel Montaigne 33000 BORDEAUX	10/02/2017	328	3 225 000	290 489	3 515 489
17 rue du Président Edouard Herriot - 69001 LYON	14/09/2018	493	3 850 000	260 372	4 110 372
14 Place d'Armes 59300 VALENCIENNES	14/12/2018	443	2 450 000	266 050	2 716 050
172 Boulevard Gustave Flaubert 63000 CLERMONT FERRAND	27/12/2018	397	2 872 000	199 800	3 071 800
Clos de la Cristole - 600 chemin de l'herbe - route nationale 7 84000 AVIGNON	27/12/2018	337	1 665 500	116 700	1 782 200
383 Route de Vienne 69200 VENISSIEUX	27/12/2018	480	2 180 000	152 200	2 332 200
Sous-total commerces en Province		170 870	260 614 761	4 931 385	265 546 146
Total commerces		247 240	481 765 928	9 106 867	490 872 795
Entrepôts et activités en province					
Avenue Olivier Perroy 13790 ROUSSET	14/09/2010	6 212	9 489 000	0	9 489 000
6 Rue Isabelle Eberhardt 31200 TOULOUSE	01/01/2013	4 166	6 756 000	0	6 756 000
Total entrepôts et activités		10 378	16 245 000	0	16 245 000
Totaux		299 513	585 343 670	10 127 435	595 471 105

* Date initiale d'acquisition hors complément de quote-part réalisée en 2018

Présentation des comptes annuels

État du patrimoine

	31/12/2018		31/12/2017					
	Valeurs bilantielles (en €)	Valeurs estimées (en €)	Valeurs bilantielles (en €)	Valeurs estimées (en €)				
Placements immobiliers								
Immobilisations locatives								
Droits réels (Usufruits, Bail emphytéotique, servitudes...)	+	1 720 000,00	+	1 560 000,00	+	1 720 000,00	+	1 540 000,00
Amortissements droits réels	-	444 780,31	-		-	370 854,55	-	
Concessions								
Amortissements concessions								
Constructions sur sol d'autrui								
Amortissements de constructions sur sol d'autrui								
Terrains et constructions locatives	+	584 068 450,37	+	618 147 000,00	+	558 504 935,67	+	589 824 162,00
Immobilisations en cours								
Provisions liées aux placements immobiliers								
Dépréciation exceptionnelle d'immobilisations locatives								
Gros entretiens	-	3 066 600,00	-		-	2 852 000,00	-	
Provisions pour risques et charges								
Titres financiers contrôlés								
Immobilisations financières contrôlées	+	10 200 000,00	+	10 200 000,00	+	3 000 000,00	+	3 000 000,00
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations financières contrôlées								
Provisions pour risques et charges								
Total I (placements immobiliers)		592 477 070,06		629 907 000,00		560 002 081,12		594 364 162,00
Immobilisations financières								
Immobilisations financières non contrôlées								
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations financières non contrôlées								
Avances en compte courant et créances rattachées des immobilisations financières contrôlées								
Avances en compte courant et créances rattachées des immobilisations financières non contrôlées								
Dépréciation des avances en compte courant et créances rattachées								
Total II (immobilisations financières)								
Autres actifs et passifs d'exploitation								
Actifs immobilisés								
Associés capital souscrit non appelé								
Immobilisations incorporelles								
Immobilisations financières autres que les titres de participations (dépôt de garantie...)	+	29 612,65	+	29 612,65	+	29 612,65	+	29 612,65
Dépréciation des Immobilisations financières autres que les titres de participations								
Créances								
Locataires et comptes rattachés	+	9 218 798,38	+	9 218 798,38	+	10 737 406,38	+	10 737 406,38
Autres créances	+	820 158,30	+	820 158,30	+	2 183 468,45	+	2 183 468,45
Provision pour dépréciation des créances	-	4 336 567,07	-	4 336 567,07	-	5 327 507,31	-	5 327 507,31
Valeurs de placement et disponibilités								
Valeurs mobilières de placement	+	6 121 161,16	+	6 121 161,16	+	15 618 119,16	+	15 618 119,16
Fonds de remboursement								
Autres disponibilités	+	9 690 246,82	+	9 690 246,82	+	16 090 455,28	+	16 090 455,28
Total III (actifs d'exploitation)		21 543 410,24		21 543 410,24		39 331 554,61		39 331 554,61
Provisions pour risques et charges								
Provisions pour Litiges et risques								
Dettes								
Dettes financières	-	61 248 599,47	-	61 248 599,47	-	55 754 320,28	-	55 754 320,28
Dettes d'exploitation	-	820 390,80	-	820 390,80	-	2 233 189,50	-	2 233 189,50
Dettes diverses	-	3 525 221,33	-	3 525 221,33	-	7 065 619,11	-	7 065 619,11
Dettes diverses/Distribution	-	8 280 590,60	-	8 280 590,60	-	7 064 262,94	-	7 064 262,94
Total IV (passifs d'exploitation)		-73 874 802,20		-73 874 802,20		-72 117 391,83		-72 117 391,83
Comptes de régularisation actif et passif								
Charges constatées d'avance								
Produits constatés d'avance	-	335 179,62	-	335 179,62	-	40 650,00	-	40 650,00
Autres comptes de régularisation (frais d'émission d'emprunts)	+	371 700,38	+	371 700,38	+	425 440,22	+	425 440,22
Total V (comptes de régularisation)		36 520,76		36 520,76		384 790,22		384 790,22
Capitaux propres comptables (I+II+III+IV+V)		540 182 198,86		577 612 128,80		527 601 034,12		561 963 115,00
Valeur estimée du patrimoine *				577 612 128,80				561 963 115,00

* Cette valeur correspond à la valeur de réalisation définie à l'article L.214-109 du code Monétaire et Financier

Analyse de la variation des capitaux propres

Capitaux propres comptables Evolution au cours de l'exercice	Situation d'ouverture au 01/01/2018	Affectation résultat N-1	Autres Mouvements	31/12/2018
Capital				
Capital souscrit	439 024 473,00		9 706 626,00	448 731 099,00
Capital en cours de souscription				
Primes d'émission et de fusion				
Primes d'émission ou de fusion	114 624 958,68		9 921 225,00	124 546 183,68
Primes d'émission en cours de souscription				
Prélèvement sur prime d'émission ou de fusion	-24 038 061,89		-9 148 472,73	-33 186 534,62
Écarts d'évaluation				
Écarts de réévaluation				
Écart sur dépréciation des immeubles d'actif				
Fonds de remboursement prélevé s/ le résultat distribuable				
Plus ou moins values réalisées sur cession d'immeubles et de titres financiers contrôlés	-5 284 902,32		1 291 860,90	-3 993 041,42
Réserves				
Report à nouveau	2 755 562,50	519 004,15		3 274 566,65
Résultat de l'exercice				
Résultat de l'exercice N-1	26 565 723,07	-29 565 723,07		
Résultat de l'exercice N			30 906 339,67	30 906 339,67
Acompte sur distribution				
Acomptes sur distribution N-1	-29 046 718,92	29 046 718,92		
Acomptes sur distribution N			-30 096 414,10	-30 096 414,10
Acomptes sur liquidation				
Total général	527 601 034,12	0,00	12 581 164,74	540 182 198,86

État des engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant
Aval et cautions bancaires	
Échéances VEFA restantes	
Garanties hypothécaires sur emprunts	41 755 203
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Instrument financiers de couverture du risque de taux	29 568 452
- Swap de taux sur emprunt hypothécaire	14 568 452
- Garantie de taux plafond sur emprunt hypothécaire	15 000 000
Total	71 323 655

Engagements reçus	Montant
Aval et cautions bancaires locataires	1 348 224
Crédit Révolving non tiré au 31/12/2018	18 000 000
Instrument financiers de couverture du risque de taux	29 568 452
- Swap de taux sur emprunt hypothécaire	14 568 452
- Garantie de taux plafond sur emprunt hypothécaire	15 000 000
Total	48 916 676

Compte de résultat

	Au 31/12/18	Au 31/12/17
Produits de l'activité immobilière		
Loyers	39 391 884,55	39 220 267,76
Charges facturées	7 173 615,59	7 001 592,41
Autres revenus locatifs	17 658,27	52 434,88
Produits des participations contrôlées	107 204,81	
Produits annexes		
Produits annexes	721 388,50	248 913,41
Reprises de provisions	1 611 000,00	1 458 000,00
Transferts de charges immobilières	2 529 583,75	2 465 748,46
Total I : Produits Immobiliers	51 552 335,47	50 446 956,92
Charges de l'activité immobilière		
Charges ayant leur contrepartie en produits	7 173 615,59	7 001 592,67
Travaux de gros entretiens	181 995,71	550 054,26
Charges d'entretien du patrimoine locatif	790 645,82	783 198,26
Charges annexes		
Autres charges Immobilières	4 883 081,14	5 062 281,97
Dotations aux provisions pour gros entretiens	1 825 600,00	1 492 400,00
Dotations aux amortissements et provisions des placements immobiliers	73 925,76	73 925,76
Dépréciations des titres de participations contrôlés		
Total II : Charges Immobilières	14 928 864,02	14 963 452,92
Résultat de l'activité immobilière (A=I-II)	36 623 471,45	35 483 504,00
Produits d'exploitation		
Transferts de charges d'exploitation	3 016 426,73	2 250 199,25
Divers produits d'exploitation	7,66	7 767,88
Reprises d'amortissement d'exploitation		
Reprises de provision d'exploitation		
Reprises de provision pour créances douteuses	2 055 335,20	3 175 283,10
Total I : Produits d'exploitation	5 071 769,59	5 433 250,23
Charges d'exploitation		
Commissions de la société de gestion	3 611 777,01	3 674 382,41
Honoraires de souscription	3 016 052,40	2 213 185,39
Diverses charges d'exploitation	915 631,29	1 044 017,36
Pertes sur créances irrécouvrables	1 214 204,37	2 228 435,86
Dotations aux amortissements d'exploitation	53 739,84	53 739,80
Dotations aux provisions d'exploitation		
Dépréciation des créances douteuses	1 064 394,96	1 101 358,93
Total II : Charges d'exploitation	9 875 799,87	10 315 119,75
Résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière (B=I-II)	-4 804 030,28	-4 881 869,52
Produits financiers		
Dividendes des participations non contrôlées		
Produits d'intérêts des comptes courants		
Autres produits financiers	50 292,32	40 235,27
Reprises de provisions sur charges financières		
Total I : Produits financiers	50 292,32	40 235,27
Charges financières		
Charges d'intérêts des emprunts	938 276,29	1 193 814,67
Charges d'intérêts des comptes courants		
Autres charges financières	83 411,92	2 459,96
Dépréciations sur charges financières		
Total II : Charges financières	1 021 688,21	1 196 274,63
Résultat financier (C=I-II)	-971 395,89	-1 156 039,36
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	88 536,57	150 460,37
Reprise de provisions exceptionnelles		
Total I : Produits exceptionnels	88 536,57	150 460,37
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	30 242,18	30 332,42
Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles		
Total II : Charges exceptionnelles	30 242,18	30 332,42
Résultat exceptionnel (D=I-II)	58 294,39	120 127,95
Résultat de l'exercice (A+B+C+D)	30 906 339,67	29 565 723,07
Total Général	56 762 933,95	56 070 902,79

Tableau récapitulatif des placements immobiliers

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Valeurs comptables (en €)	Valeurs estimées (en €)	Valeurs comptables (en €)	Valeurs estimées (en €)
Droits réels				
Bureaux				
Locaux commerciaux	1 275 220	1 560 000	1 349 145	1 540 000
Entrepôts et activités				
Total	1 275 220	1 560 000	1 349 145	1 540 000
Terrains et constructions locatives				
Bureaux				
Locaux commerciaux	480 490 708	511 197 000	453 995 501	482 589 000
Entrepôts et activités				
Total	584 068 450	618 147 000	558 504 936	589 824 162
Immobilisations en cours				
Bureaux				
Locaux commerciaux				
Entrepôts et activités				
Participations contrôlées				
Titres de participation				
Avances en compte courant et créances rattachées à des participations contrôlées	10 200 000	10 200 000	3 000 000	3 000 000
Total	10 200 000	10 200 000	3 000 000	3 000 000
Total général	595 543 670	629 907 000	562 854 081	594 364 162

INFORMATIONS SUR LES RÈGLES GÉNÉRALES D'ÉVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, soumis à votre approbation, ont été établis dans le respect des dispositions figurant dans le Code monétaire et financier. Les règles comptables particulières applicables aux sociétés civiles de placement immobilier, sont définies par l'arrêté du 7 juillet 2016 portant homologation du règlement n° 2016-03 du 16 avril 2016 de l'Autorité des normes comptables.

Leur établissement respecte les principes de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices en se plaçant dans la perspective de continuité de l'exploitation.

Les états financiers annuels comprennent les documents suivants :

- Un état du patrimoine, composé d'une colonne « Valeurs bilantielles » reprenant le coût historique de chaque actif et passif et d'une colonne « Valeurs estimées » la valeur estimée du patrimoine
- Un tableau de variation des capitaux propres,
- Un compte de résultat,
- Une annexe et un état des engagements hors bilan.

Placements immobiliers

Les placements immobiliers sont constitués des actifs détenus directement ou indirectement par la SCPI. Ils peuvent prendre la forme soit de droits réels, de concessions, de constructions sur sol d'autrui, soit de terrains ou de constructions locatives y compris en l'état futur d'achèvement ou soit de titres financiers contrôlés.

Les terrains et constructions locatives qui constituent l'essentiel des placements immobiliers de la SCPI sont inscrits pour leur valeur d'acquisition, hors frais et hors droit, auxquels s'ajoutent les éventuels travaux réalisés. Les coûts directement attribuables pour mettre l'actif en place et en l'état de fonctionner sont comptabilisés en moins de la prime d'émission.

Postérieurement à leur date d'entrée dans le patrimoine, les immeubles et les terrains ne font l'objet ni d'un amortissement, ni d'une dépréciation.

Valeurs vénales des immobilisations locatives

L'évaluation des immeubles est arrêtée par la Société de Gestion à la clôture de chaque exercice sur la base de l'évaluation en valeur vénale des actifs immobiliers réalisée par BNP Paribas Real Estate, expert immobilier indépendant. Celle-ci est reprise dans la colonne « Valeurs estimées » de l'état du patrimoine, pour sa valeur hors droits.

Les expertises immobilières ont été établies en conformité avec le rapport COB (AMF) du 3 février 2000 dit « Barths de Ruyter » sur l'évaluation du patrimoine immobilier des sociétés faisant appel public à l'épargne.

Les immeubles sont évalués par les experts par le croisement de deux méthodes : la méthode par le revenu (l'expert retenant la méthode par la capitalisation du loyer net) recoupée avec la méthode par comparaison directe avec les prix des transactions constatés sur le marché sur des biens équivalents en nature et en localisation. Chaque immeuble fait l'objet d'une expertise tous les cinq ans incluant la visite du site, une actualisation de

l'expertise étant réalisée annuellement au cours des quatre années restantes.

Évaluation des titres, parts et actions détenus par la SCPI

Les titres détenus par la SCPI sont comptabilisés pour leur coût historique d'acquisition. Leur valeur estimée correspond à leur actif net réévalué.

Plan pluriannuel d'entretien et provision pour gros entretiens

La Société de Gestion établit pour chaque immeuble un plan d'entretien à cinq ans dont l'objectif est de prévoir les dépenses de gros entretiens ainsi que la répartition de leur prise en charge sur plusieurs exercices. Une provision pour gros entretien est comptabilisée et constatée à la clôture à hauteur de la quote-part des dépenses futures rapportée linéairement sur cinq ans à la durée restant à courir entre la date de clôture et la date de réalisation de la dépense.

Évaluation des dépréciations sur créances immobilières

À chaque arrêté trimestriel et annuel, la Société de Gestion procède à une revue systématique des créances locataires impayées depuis plus de trois mois. Une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la créance impayée, après déduction éventuelle du dépôt de garantie ou de la caution, dès l'instant où il existe un risque de non-recouvrement.

Plus et moins-values sur cession d'immeubles locatifs

Les plus ou moins-values réalisées sur cession d'immeuble sont directement comptabilisées dans les capitaux propres. Le solde créditeur peut être distribué après approbation par l'assemblée générale.

Prélèvements sur la prime d'émission

Les commissions de souscription versées à la Société de Gestion, les frais d'acquisition des immeubles ainsi que la TVA non récupérable sont prélevés sur la prime d'émission. ■

Compléments d'informations relatifs à l'état du patrimoine

État des immobilisations locatives

Éléments	Valeurs brutes au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2018
Droits réels	1 720 000,00			1 720 000,00
Concessions				
Constructions sur sol d'autrui				
Terrains et Constructions locatives	558 504 935,67	29 087 073,80	-3 523 559,10	584 068 450,37
Immobilisations en cours				
Total	560 224 935,67	29 087 073,80	-3 523 559,10	585 788 450,37

État des amortissements des immobilisations locatives

Éléments	Amortissement au 01/01/2018	Augmentation	Diminution	Amortissement au 31/12/2018
Droits réels	370 854,55	73 925,76		444 780,31
Concessions				
Constructions sur sol d'autrui				
Total	370 854,55	73 925,76		444 780,31

État des provisions liées aux placements immobiliers

Éléments	Provisions au 01/01/2018	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2018
Dépréciation exceptionnelle immobilisations locatives				
Gros entretiens	2 852 000,00	1 825 600,00	-1 611 000,00	3 066 600,00
Provisions pour risques et charges				
Total	2 852 000,00	1 825 600,00	-1 611 000,00	3 066 600,00

État des provisions pour gros entretiens

	Montant provision au 31/12/2017	Dotations		Reprises		Montant provision 31/12/2018
		Achat d'immeuble	Patrimoine existant 01/01	Vente d'immeuble	Patrimoine existant 01/01	
Dépenses sur 2018	1 611 000	-	-	-	1 611 000	-
Dépenses sur 2019	924 000	-	1 311 000	-	-	2 235 000
Dépenses sur 2020	231 000	-	370 600	-	-	601 600
Dépenses sur 2021	50 000	-	40 000	-	-	90 000
Dépenses sur 2022	36 000	-	76 000	-	-	112 000
Dépenses sur 2023	-	-	28 000	-	-	28 000
Total PGE	2 852 000	-	1 825 600	-	1 611 000	3 066 600

État des titres financiers

Éléments	Valeurs brutes au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2018
Immobilisations financières contrôlées	3 000 000,00	7 200 000,00		10 200 000,00
Dépréciation exceptionnelle des immobilisations financières contrôlées				
Total	3 000 000,00	7 200 000,00		10 200 000,00

État des échéances des créances et des dettes

Créances	Montants bruts	Montants bruts à moins d'un an	Montants bruts à plus d'un an
Actifs immobilisés	29 612,65		29 612,65
Créances locataires	4 882 231,31	4 882 231,31	
Autres créances	820 158,30	820 158,30	
Charges constatées d'avance			
Autres comptes de régularisation	371 700,38	371 700,38	
Total	6 103 702,64	6 074 089,99	29 612,65

Dettes	Montants bruts	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Dettes financières	61 248 599,47	13 783 741,81	5 400 403,67	42 064 453,99
Dettes d'exploitation	820 390,80	820 390,80		
Dettes diverses	3 525 221,33	3 525 221,33		
Dettes diverses / Distributions	8 280 590,60	8 280 590,60		
Produits constatés d'avance	335 179,62	335 179,62		
Total	74 209 981,82	26 745 124,16	5 400 403,67	42 064 453,99

État des provisions liées aux créances clients

Eléments	Provisions au 01/01/2018	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2018
Dépréciations des créances clients	5 327 507,31	1 064 394,96	-2 055 335,20	4 336 567,07
Total	5 327 507,31	1 064 394,96	-2 055 335,20	4 336 567,07

Compléments d'informations relatifs aux capitaux propres

État des capitaux propres

	Valeurs brutes au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2018
Capital	439 024 473,00	9 706 626,00		448 731 099,00
Prime d'émission	51 933 602,67	9 921 225,00		61 854 827,67
Prélevement sur prime d'émission	-21 410 396,00	-9 089 556,35		-30 499 952,35
Prime de fusion	62 691 356,01			62 691 356,01
Prélevement sur prime de fusion	-2 627 665,89	-58 916,38		-2 686 582,27
Plus ou Moins valeurs réalisées sur cessions d'immeubles	-5 284 902,32	1 820 498,90	-528 638,00	-3 993 041,42
Total	524 326 467,47	12 299 877,17	-528 638,00	536 097 706,64

Affectation du résultat N-1

Eléments	Montants bruts 01/01/2018	Résultat N-1	Acomptes versés	Montants bruts 31/12/2018
Report à Nouveau début exercice	2 755 562,50	29 565 723,07	- 29 046 718,92	3 274 566,65
Total	2 755 562,50	29 565 723,07	- 29 046 718,92	3 274 566,65

Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

Éléments	Valeurs 31/12/2018	Valeurs 31/12/2017	Variations
Autres Charges immobilières			
Charges locatives non récupérables	514 741,58	827 360,00	-312 618,42
Frais d'acquisitions et d'arbitrages, honoraires divers	3 403 176,67	3 186 975,46	216 201,21
Impôts et taxes non récupérables	965 162,89	1 047 946,51	-82 783,62
Total	4 883 081,14	5 062 281,97	-179 200,83
Produits annexes immobiliers			
Produits annexes	721 388,50	248 913,41	472 475,09
Transfert de charges sur honoraires d'acquisitions	2 480 003,75	2 187 239,59	292 764,16
Transfert de charges sur honoraires de ventes	49 580,00	278 508,87	-228 928,87
Total	3 250 972,25	2 714 661,87	536 310,38

Éléments	Valeurs 31/12/2018	Valeurs 31/12/2017	Variations
Autres Charges d'exploitation			
Honoraires divers (dont commissaires aux comptes, expert immobilier et dépositaire)	279 289,44	450 124,37	-170 834,93
Impôts et taxes (CVAE, CFE, TVA déductible non récupérable)	563 883,38	463 834,54	100 048,84
Autres charges d'exploitation	72 458,47	130 058,45	-57 599,98
Total	915 631,29	1 044 017,36	-128 386,07
Produits d'exploitation			
Transfert de charges d'exploitation	3 016 426,73	2 250 199,25	766 227,48
Autres produits d'exploitation	7,66	7 767,88	-7 760,22
Total	3 016 434,39	2 257 967,13	758 467,26

État des valeurs comptables, de réalisation et de reconstitution de la SCPI

	Montant total	Montant par part
Nombre de parts au 31/12/2018 : 2 932 883		
Placements immobiliers	592 477 070,06	
Autres actifs nets ⁽¹⁾	-52 294 871,20	
Valeur comptable	540 182 198,86	184,18
Valeur vénale des immobilisations locatives	629 907 000,00	
Autres actifs nets ⁽¹⁾	-52 294 871,20	
Valeur de réalisation	577 612 128,80	196,94
Commissions de souscription au moment de la reconstitution	64 179 125,42	
Total	64 179 125,42	
Frais nécessaires pour l'acquisition du patrimoine de la SCPI à la date de clôture de l'exercice		
Frais de notaire et droit d'enregistrement 7,11 %	44 785 759,00	
Total	44 785 759,00	
Valeur de reconstitution	686 577 013,22	234,10

⁽¹⁾ Les autres actifs nets correspondent à l'actif circulant net sous déduction des provisions pour risques et charges et des dettes.

Rapport sur les comptes annuels

SCPI FICOMMERCE
SCPI à Capital Variable
Au capital de 448 731 099 € au 31/12/2018
41, rue du Capitaine Guynemer
92400 Courbevoie

Rapport sur les comptes annuels des commissaires aux comptes Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société civile de placement immobilier FICOMMERCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SCPI FICOMMERCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SCPI à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- le respect des principes généraux d'évaluation suivis pour l'établissement des comptes annuels, présentés dans la première partie de l'annexe ;
- le respect des principes et méthodes comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier, tels qu'ils sont notamment définis par l'arrêté du 26 avril 1995 modifié par l'arrêté du 14 décembre 1999 homologuant le règlement CRC 99-06 du 23 juin 1999 ;
- le respect des principes et méthodes comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier, tels qu'ils sont notamment définis par le règlement ANC 2016-03, homologué par arrêté du 7 juillet 2016 ;
- Comme précisé dans la note « Etat du Patrimoine » de l'annexe, les placements immobiliers, présentés dans la colonne « valeur estimée » de l'état du patrimoine, sont évalués à leurs valeurs actuelles.

Ces dernières sont arrêtées par la société de gestion sur la base d'une évaluation, réalisée par l'expert immobilier indépendant, des actifs immobiliers détenus directement par la société civile de placement immobilier. Nos travaux ont consisté à prendre connaissance des procédures mises en œuvre par la société de gestion et à apprécier le caractère raisonnable des approches retenues pour déterminer ces valeurs actuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la société de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français et applicable aux SCPI ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de la SCPI à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SCPI ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion. Les valeurs vénales des immeubles, présentées dans ces comptes, ont été déterminées par BNP PARIBAS REAL ESTATE EXPERTISE, expert indépendant nommé par votre Assemblée Générale du 11 juin 2013.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SCPI.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant

d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la SCPI à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris et Lyon, le 2 mai 2019

Les commissaires aux comptes

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Cabinet ESCOFFIER
Serge BOTTOLI

SCPI FICOMMERCE
SCPI à Capital Variable
Au capital de 448 731 099 € au 31/12/2018
41, rue du Capitaine Guynemer
92400 Courbevoie

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Aux Associés,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier, relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.214-106 précité.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L.214-106 précité, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà

approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1 - Honoraires de souscriptions

Une commission de souscription destinée à couvrir les frais de recherche des capitaux s'élevant à 10 % HT du prix de souscription des augmentations de capital, prime d'émission incluse réglée par le souscripteur en complément de son prix de souscription.

Concernant l'exercice 2018, le montant inscrit en charge en comptabilité est de 3 016 052,40 € HT.

2 - Honoraires de gestion

Une commission de gestion de 9,30 % HT calculée sur les loyers encaissés HT de la SCPI ainsi que sur les produits financiers nets de la société.

Concernant l'exercice 2018, le montant inscrit en charge en comptabilité est de 3 611 777,01 € HT.

3 - Honoraires d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers

Une commission sur les cessions d'actifs immobiliers de 1 % HT du prix net vendeur des actifs cédés, payable après signature des actes de vente. Concernant l'exercice 2018, cette commission s'élève à 48 650 € HT.

Une commission sur les acquisitions d'actifs immobiliers de 1,5 % HT du prix d'acquisition, hors droits et hors frais de mutation, des actifs immobiliers qui ne seraient pas financés par la création de parts nouvelles, payable après signature des actes d'acquisition. Concernant l'exercice 2018, cette commission s'élève à 177 399,96 € HT.

4 - Honoraires de suivi et de pilotage des travaux

Une commission de suivi et de pilotage de la réalisation des travaux sur le patrimoine immobilier au taux de 2 % HT du montant HT des travaux effectués. Concernant l'exercice 2018, ces honoraires ne se sont pas appliqués.

Fait à Paris et Lyon, le 2 mai 2019

Les commissaires aux comptes

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Cabinet ESCOFFIER
Serge BOTTOLI

Projet de résolutions

Délibérations de l'Assemblée Générale En tant qu'Assemblée Générale Ordinaire Et aux conditions de quorum et de majorité requises en conséquence

Première résolution

- Fixation du capital social au 31 décembre 2018 -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

arrête le capital social au 31 décembre 2018 à 448 731 099 €.

Deuxième résolution

- Approbation des comptes annuels -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu :

- la lecture du rapport de la Société de Gestion,
 - la lecture du rapport du Conseil de Surveillance,
 - la lecture du rapport des Co-Commissaires aux Comptes,
- sur l'exercice clos le 31 décembre 2018,

approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes annuels ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

- Quitus à la Société de Gestion -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

donne à la Société de Gestion FIDUCIAL Gérance quitus entier et définitif de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Quatrième résolution

- Quitus au Conseil de Surveillance -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

donne quitus entier et définitif de sa mission au Conseil de Surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Cinquième résolution

- Approbation de la dotation aux provisions pour gros entretiens et Affectation du résultat de l'exercice -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu :

- la lecture du rapport de la Société de Gestion,
- la lecture du rapport du Conseil de Surveillance
- la lecture du rapport des Co-Commissaires aux Comptes,

1°/ approuve la dotation aux provisions pour gros entretiens pour un montant de 1 825 600,00 € ;

2°/ décide

après avoir constaté que :

- le bénéfice de l'exercice s'élève à 30 906 339,67 €
- auquel s'ajoute le compte « report à nouveau » qui s'élève à

3 274 566,65 €

■ formant ainsi un bénéfice distribuable de

34 180 906,32 €

de répartir une somme de **30 096 414,10 €**, correspondant à 10,50 € par part, entre tous les associés, au prorata de leurs droits dans le capital et de la date d'entrée en jouissance des parts;

3°/ prend acte que les quatre (4) acomptes trimestriels versés aux associés et à valoir sur la distribution décidée ce jour, en représentent l'exact montant. Aucun versement complémentaire ne sera nécessaire à ce titre ;

4°/ prend acte qu'après affectation de la somme de 809 925,57 € sur le compte « report à nouveau », celui-ci présente un solde créditeur de 4 084 492,22 €.

5°/ autorise la Société de Gestion à procéder à la distribution partielle ou totale du compte de report à nouveau quand elle le jugera opportun.

Sixième résolution

- Approbation des valeurs réglementaires -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.214-109 du Code Monétaire et Financier,

approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la Société qui s'élèvent au 31 décembre 2018 à :

■ valeur comptable :

540 182 198,86 €, soit 184,18 € par part

■ valeur de réalisation :

577 612 128,80 €, soit 196,94 € par part

■ valeur de reconstitution :

686 577 013,22 €, soit 234,10 € par part.

Septième résolution

- Approbation des conventions réglementées -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir entendu :

- la lecture du rapport spécial des Co-Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier,
- la lecture du rapport du Conseil de Surveillance, approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Huitième résolution

- Fin des mandats de Co-Commissaires aux Comptes : renouvellement du mandat du Co-Commissaire aux Comptes titulaire à échéance – non-renouvellement du mandat du Co-Commissaire aux Comptes suppléant à échéance sur le fondement des articles L.823-1 du Code de commerce et L.214-110 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

sur proposition de la Société de Gestion,

décide :

1°/ de renouveler le mandat de Co-Commissaire aux Comptes titulaire de la société CABINET ESCOFFIER dont le siège social est situé 40, rue Laure Diebold – 69009 LYON pour une période de six (6) exercices qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2024;

2°/ de ne pas renouveler le mandat de Co-Commissaire aux Comptes suppléant de la société CABINET P CASTAGNET et ce, sur le fondement des articles L.823-1 du Code de commerce et L.214-110 du Code monétaire et financier, le Co-Commissaire aux Comptes titulaire étant une personne morale pluripersonnelle.

Neuvième résolution

- Election de membres du Conseil de Surveillance -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

Constatant que les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Messieurs Christian BOUTHIE, Guy FAUCHON, Michel MANI et Vincent TANGUY arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée,

approuve l'élection de quatre (4) membres au Conseil de Surveillance et ce, pour une durée de trois (3) années, conformément à l'article 18 des statuts, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2021, parmi la liste des candidats ci-dessous;

prend acte que sont élus les associés candidats ayant réuni le plus grand nombre de voix parmi :

■ Membres sortants se représentant

(par ordre alphabétique)

Monsieur Christian BOUTHIE

Né le 03 juin 1948

Demeurant à GOURDON (46)

Détenant 58 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Vétérinaire en retraite – Président ou membre de Conseil de Surveillance de SCPI

Monsieur Michel MANI

Né le 17 novembre 1955

Demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

Détenant 52 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Dirigeant de sociétés (EVERMAPS)

Monsieur Vincent TANGUY

Né le 03 février 1967

Demeurant à RENNES (35)

Détenant 20 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Direction depuis vingt-cinq (25) ans du cabinet de Conseil en Gestion de Patrimoine TANGUY FINANCES

■ Associés faisant acte de candidature

(par ordre alphabétique)

AAAZ

Société Civile Immobilière

490 714 458 RCS VERSAILLES

APE 6820B

Siège social : 2 Allée de Marivel – 96 avenue de Paris – 78000 VERSAILLES

Dont le représentant permanent est Monsieur Serge BLANC

Détenant 56 parts

Monsieur Jean AUFFRAY

Né le 3 juillet 1979

Demeurant à SAINTE ANNE D'AURAY (56)

Détenant 45 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Cadre comptable et investisseur immobilier.

D4

Société Anonyme

350 380 218 RCS NANTERRE

APE 6420Z

Siège social : 132-134 186-190 Boulevard de Verdun – Energy Park – 92400 COURBEVOIE

Dont le représentant permanent est Monsieur Jean-Bernard DOLINER

Détenant 2 200 parts

MENHIR AEDIFICIUM

Société Civile Immobilière

801 754 086 RCS CRETEIL

APE 6820B

Siège social : 3, rue Duguesclin - 94240 L'HAY-LES-ROSES

Dont le représentant permanent est Monsieur Lucien TULLIO

Détenant 146 parts

Monsieur Pascal SCHREINER

Né le 19 avril 1962

Demeurant à MARLENHEIM (67)

Détenant 100 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Responsable de projets informatiques à la Société Générale.

Monsieur Christophe de TESSIERES de BLANZAC

Né le 08 juillet 1969

Demeurant à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

Détenant 230 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Commandant de bord Compagnie Air France et, précédemment, Commandant de bord Compagnie TRANSAVIA FRANCE.

Monsieur Thierry UNAL

Né le 11 septembre 1964

Demeurant à ASNIERES-SUR-SEINE (92)

Détenant 100 parts

Références professionnelles et activité au cours des cinq dernières années : Propriétaire-bailleur – Investisseur privé – Gérant de patrimoine

Dixième résolution

- Pouvoirs en vue des formalités -

L'Assemblée Générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires,

confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qu'il appartiendra. ■



FIDUCIAL

GÉRANCE

Société Anonyme au capital de 20 360 000 €
Siège Social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex
612 011 668 RCS Nanterre - www.fiducial-gerance.fr